

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE

L'ASSURANCE SUR LA VIE

DANS

LA SUCCESSION ET LA COMMUNAUTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sera présentée et soutenue le Mardi 31 Mai 1910, à 1 h. 30 du soir

PAR

Henri ROBIN MASSÉ

Président : M WAHL.

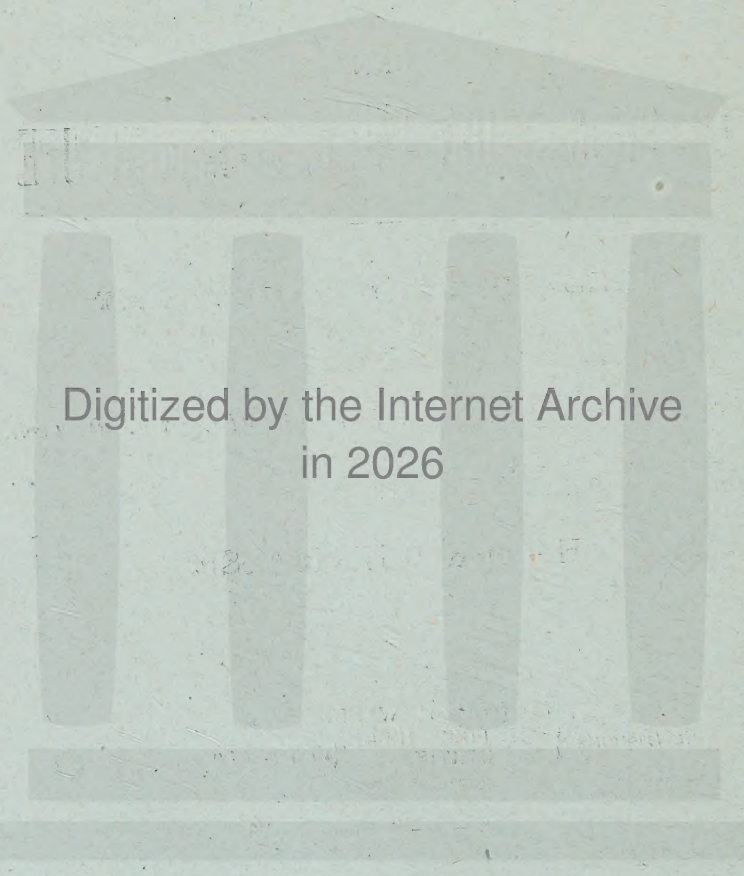
Suffragants : { MM. PIÉDELIEVRE. } *Professeurs.*
BARTIN.

LIBRAIRIE ANCIENNE ET MODERNE

GEORGES CRÈS ET C^{IE}

3 bis, Place de la Sorbonne, PARIS

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547127_0081

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs .

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE

L'ASSURANCE SUR LA VIE

DANS

LA SUCCESSION ET LA COMMUNAUTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenue le Mardi 31 Mai 1910, à 1 h. 30 du soir

PAR

Henri ROBIN MASSÉ



Président : M. WAHL.

Suffragants : { MM. PIÉDELIEVRE. } *Professeurs.*
BARTIN.

LIBRAIRIE ANCIENNE ET MODERNE

GEORGES CRÈS ET CIE

3 bis, Place de la Sorbonne, PARIS

1910

PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS

- Annales de droit commercial, années 1888, 1889, 1896.
- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 5^e édition.
- BAUDRY LACANTINERIE et WAFL. — Traité des Successions. 2^e édition.
- BOUCHER. L'assurance sur la vie et la Réserve héréditaire, Paris, 1898.
- CHAISEMARIN. — L'assurance sur la vie contractée par l'un des époux en faveur de son conjoint, Paris. 1902.
- CLARO. — Des assurances sur la vie entre époux. Paris, 1893.
- COSMAO-DUMANOIR. — De l'assurance sur la vie dans ses rapports avec le patrimoine de l'assuré. Paris 1898.
- COUTEAU. — Traité des assurances sur la vie 1881.
- DE COURCY. — Précis de l'assurance sur la vie 3^e édition.
- DALLOZ. — Recueil Périodique.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon.
- DUPUICH. — Traité pratique de l'assurance sur la vie, 1900.
- France Judiciaire, année 1878.
- HERBAULT. — Traité des assurances sur la vie, 1877.
- Journal des assurances.
- Journal de droit — années 1888, 1898.
- ED. LAMBERT. — Du contrat en faveur de tiers, 1893.
- LEFORT. — Traité théorique et pratique des assurances sur la vie, 1894.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil, 4^e édition.
- POTHIER. — Traités : des Successions, de la Communauté.
- La Réforme Sociale, année 1897.
- Revue critique de Législation et de jurisprudence, années 1897, 1901, 1902.
- Revue pratique de Droit français, années 1863. 1882.
- Revue du Notariat, année 1873.
- Revue Trimestrielle de Droit Civil, année 1902, n^o 1.
- SIREY. — Recueil Périodique.
- THALLER. — Traité élémentaire de Droit commercial, 3^e édition.

INTRODUCTION

L'assurance sur la vie est un contrat par lequel l'assureur s'engage, moyennant le versement de primes, à payer, en cas de décès ou en cas de vie de l'assuré, une certaine somme dans des conditions déterminées à un ou plusieurs bénéficiaires convenus.

L'assurance sur la vie se prête à une grande variété de combinaisons ; de là vient la difficulté d'en donner une définition à la fois précise et complète. Nous distinguerons seulement deux catégories : dans l'une, la prestation due par l'assureur n'est exigible qu'au décès de l'assuré, c'est l'assurance en cas de décès ; dans l'autre, elle est exigible à une certaine époque à condition au contraire qu'il soit encore vivant, c'est l'assurance en cas de vie. Dans l'assurance dite mixte enfin l'assureur doit remplir son engagement à la date fixée ou aussitôt le décès de l'assuré s'il survient auparavant.

Le but que nous nous proposons dans ce travail est d'étudier les règles du rapport à succession, de la réduction en cas d'atteinte à la réserve héréditaire, et des récompenses dans la communauté en matière d'assurance sur la vie.

Celle-ci n'ayant pas encore été l'objet de l'attention du

législateur, la jurisprudence a dû se substituer à lui ; il nous a paru intéressant de la suivre dans son évolution dont les dernières étapes sont encore toutes récentes.

Les développements qui vont suivre s'appliquent particulièrement à l'assurance en cas de décès et à l'assurance mixte, nous n'avons point eu l'intention de faire l'examen spécial que comporterait l'assurance en cas de vie proprement dite laquelle comprend la rente viagère.

Ayant eu uniquement en vue les droits des héritiers et les droits des époux (à l'exclusion de ceux des créanciers), nous avons divisé notre étude en deux parties :

Dans la première nous considérons l'assurance dans la succession ; nous recherchons d'abord quand il y a lieu à rapport, puis ce qu'il faut rapporter, le capital ou les primes.

Dans la seconde nous examinons l'assurance dans la communauté ; nous déterminons les cas dans lesquels il y a lieu à récompense et enfin sur quoi portent ces récompenses.

PREMIÈRE PARTIE

DE L'ASSURANCE SUR LA VIE DANS LA SUCCESSION

CHAPITRE PREMIER

QUAND IL Y A LIEU A RAPPORT RÉEL OU FICTIF

« On appelle rapport, dit M. Planiol, l'acte par lequel
« un héritier appelé avec d'autres à recueillir une suc-
« cession, joint à la masse à partager certains biens ou
« valeurs provenant du défunt, et dont il est détenteur à
« un autre titre » (1).

Pour qu'il y ait lieu à rapport il est donc nécessaire
que, parmi les héritiers d'une même succession, il s'en
trouve un qui jouisse déjà d'une libéralité du de cujus
ou bien qui soit son débiteur.

D'autre part, l'art. 920 C. civ. soumet à la réduction
« les dispositions soit entre vifs, soit à une cause de
« mort, qui excèdent la quotité disponible ». Il atteint par
conséquent les personnes auxquelles tout ou partie de
la réserve héréditaire a été abandonné gratuitement.

(1) Traité élémentaire de droit civil, tome III, p. 649 n° 220).

Un cohéritier ou un tiers quelconque qui aurait touché le bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie souscrit par le défunt, au moment du décès ou avant, serait-il placé dans les conditions voulues pour être obligé de tenir compte à ses cohéritiers ou aux réservataires de ce qu'il aurait reçu ?

Commençons par préciser le cas dans lequel cette question peut se poser.

De tout temps la jurisprudence a considéré le contrat d'assurance sur la vie comme une stipulation pour autrui et l'a placé sous l'empire de l'art. 1121 C. civ., sauf quelques restrictions que nous allons voir. Cette opinion n'a pas été d'ailleurs sans soulever de nombreuses objections de la part de la doctrine qui, de son côté, a mis au jour plusieurs théories sur la nature juridique de ce contrat. Nous aurons l'occasion d'en parler plus loin. Elles n'ont plus guère qu'un intérêt historique pour ainsi dire, le système de la jurisprudence étant maintenant admis par la plupart des auteurs et définitivement établi.

D'après elle le contrat d'assurance sur la vie est régi par l'art. 1121 C. civ. mais « cet article ne peut recevoir d'application que lorsque la disposition est faite au profit d'une personne déterminée » (1). A défaut de désignation suffisamment précise, ce n'est plus l'art. 1121 C. civ. mais l'art. 1122 C. civ. qui vient en ligne de compte, et l'on sort de l'exception pour rentrer dans le droit commun.

(1) Cass. 15 déc. 1873, S. 74-1-193.

La conséquence de ce principe c'est que le souscripteur d'une police devra avoir soin d'en indiquer bien nettement le ou les bénéficiaires pour que le capital assuré leur soit acquis en vertu d'un droit propre, toujours étranger à sa succession. Si les termes employés par lui sont vagues, s'il n'a pas clairement déterminé les personnes qu'il voulait gratifier, celles-ci verront leur échapper le montant de l'assurance qui viendra augmenter le patrimoine du contractant et sera le lot de ses héritiers et de ses créanciers.

Ces résultats rigoureux sont-ils imposés par notre législation ?

Pour éclaircir les débats, il convient de distinguer tout d'abord deux catégories de personnes indéterminées : d'une part, les personnes existantes (ou tout au moins conçues) au jour du contrat, indéterminées quant à leur individualité ; d'autre part, les personnes futures, indéterminées quant à leur existence même.

Pour les premières la jurisprudence se montre moins sévère, elle leur reconnaît un droit propre au capital assuré pourvu qu'à l'époque du règlement on les distingue d'une façon certaine. L'indétermination n'est en effet qu'un « simple obstacle de fait » (1) et non pas une incapacité. C'est aux juges du fond qu'il appartient souverainement de dire si l'intention du contractant est assez clairement exprimée, ou dans quel sens la nature de la convention permet de l'interpréter.

(1) Planiol. Op. cit. III p. 845 n° 2929.

Mais, en général, les arrêts refusent impitoyablement l'application de l'art. 1121 C. civ. au profit des personnes qui n'existent pas encore au jour du contrat. Ils se fondent sur les art. 906 et 1039 C. civ. lesquels posent comme principe absolu qu'il faut être conçu au décès du testateur pour recevoir par testament et au moment de la donation pour recevoir entre vifs. L'art. 726 C. civ. dit de même qu'il faut nécessairement exister lors de l'ouverture d'une succession pour la recueillir.

Appuyée sur des textes aussi formels cette jurisprudence paraît bien inattaquable ; cependant ces bases ne lui conviennent point, et il n'est pas à désirer qu'elle s'y maintienne.

On comprend sans peine les dispositions des articles précités quand on les examine dans leur domaine propre, dans le champ qui leur est destiné. L'art. 725 C. civ. relatif aux successions ab intestat consacre une vieille règle qui remonte au droit romain d'après laquelle les biens d'un mort ne peuvent être dévolus qu'à des personnes vivantes à son décès ; l'on ne concevrait guère un patrimoine, celui du de cujus, sans titulaire. Pour la même raison l'art. 906 § 1^{er} et l'art. 1039 C. civ. imposent également comme condition indispensable pour recevoir un legs, celle de l'existence du légataire. Avec le 2^e § de l'art. 906 C. civ. nous nous trouvons en présence d'un contrat, la donation entre vifs, mais ce n'est qu'au donataire qu'est imposée dans cet article la nécessité d'exister au jour du contrat et non pas à tout béné-

ficiaire quelconque susceptible de profiter de certaines charges ou de certains avantages prévus.

Aussi n'y a-t-il rien de commun entre les articles dont nous venons de parler et la stipulation pour autrui. Ceux-là visent seulement des cas de transmission directe de biens, tandis que par celle-ci rien ne passe directement du patrimoine du stipulant dans celui du bénéficiaire. Cette idée, à vrai dire, n'a pas toujours été admise. Pendant longtemps on a analysé la stipulation pour autrui en la décomposant en deux contrats : l'un, onéreux entre le promettant et le stipulant qui recueillait lui-même le bénéfice de son action, l'autre, gratuit ou onéreux, entre le stipulant et le tiers qui recevait du stipulant les droits que ce dernier tenait du promettant. Le stipulant offrait à la personne qu'il voulait gratifier les droits qu'il venait d'acquérir et l'offre pour produire des effets devait être acceptée. Cette conception de la stipulation pour autrui entraînait forcément le rapprochement qu'on a fait de l'art. 906 § 2^e C. civ. avec elle. La seconde phase de l'opération, celle qui avait le stipulant et le tiers pour acteurs, était en somme une donation entre vifs à laquelle devaient être appliqués les principes essentiels qui la dominent.

Depuis un arrêt de la Cour de Cassation du 2 juillet 1884 (1) dont la théorie a été maintes fois confirmée depuis et se trouve définitivement adoptée, la stipulation

(1) S. 83-1-5.

pour autrui n'est plus comprise de cette façon. On y voit un acte simple, unique, se suffisant seul à lui-même sans avoir besoin, pour se soutenir, de recourir à d'autres institutions juridiques. Le tiers n'est plus un ayant cause du stipulant, il est créancier direct du promettant et le bénéfice qu'il reçoit tombe immédiatement dans son patrimoine sans passer, même un instant de raison, dans les biens de celui qui a stipulé en sa faveur.

La jurisprudence, reconnaissant maintenant que la stipulation pour autrui ne contient pas en elle une donation entre vifs, devrait bien, semble-t-il, cesser de vouloir la maintenir sous le joug de l'art. 906 § 2° C. civ. Il ne faut pas assimiler le bénéficiaire d'une donation entre vifs avec le bénéficiaire d'une stipulation pour autrui. Le donataire est une partie contractante dans la donation ; dans la stipulation pour autrui le bénéficiaire n'est point partie à l'acte, c'est un tiers.

Un obstacle cependant a été signalé à la capacité des personnes futures devant lequel ont reculé les arrêts : Comment un droit pourrait-il exister sans titulaire, ou comment un individu pourrait-il être titulaire d'un droit avant d'exister ? C'est cette idée, avons-nous dit tout à l'heure, qui rend impossible la transmission d'une succession ou d'un legs à une personne non existante ; mais il faut bien prendre garde qu'il s'agit dans ce cas d'un droit né et actuel à recevoir, tandis que, dans la stipulation pour autrui, il n'est question que d'un droit éventuel « qui peut se tenir debout sans intervention de

« personne, dit M. Lambert, parce qu'il sort d'un contrat
 « formé valablement entre deux personnes ; la relation
 « juridique nécessaire pour engendrer plus tard un droit
 « définitif, elle existe, mais entre le promettant et le
 « stipulant. » (1)

Depuis longtemps on a comparé la stipulation d'une chose future avec la stipulation au profit d'une personne future. Si la vente d'une chose qui n'existe pas est valable malgré l'aléa qu'elle comporte, bien qu'elle ne doive produire aucun effet dans le cas où la condition de l'existence de la chose vendue ne serait pas réalisée, pourquoi ne pourrait-on pas convenir, dans un contrat, que certains droits profiteront à une personne non encore née et dont la naissance seule rendra ferme l'acte passé en sa faveur ?

Le bon sens ni les textes ne commandent les solutions admises par la jurisprudence, l'ancien droit tout au moins lui donne-t-il l'appui de son autorité ?

L'art. 49 de l'ordonnance de 1735 ainsi que les art. 133 de l'ordonnance de 1539 et 5 de l'ordonnance de 1731 qui ont inspiré les auteurs du Code pour la rédaction de l'art. 906, parlent de « l'institution d'héritier » et de « la déclaration unilatérale de volonté par acte notarié ». Les Commentateurs (2) ne faisaient application de ces textes qu'au testament et à la donation entre vifs et en mettaient

(1) Ed. Lambert ; Du contrat en faveur de tiers, n° 189.

(2) d'Aguesseau, tome 9, lettre 333. Furgole ; Commentaire de l'Ordonnance de 1731.

complètement en dehors la stipulation pour autrui et même la condition imposée dans une donation directe. Cette opinion était partagée de tous nos anciens Jurisconsultes, dit M. Lambert ; seul Nicolas Duval (qui d'ailleurs ne craignait pas de qualifier sa thèse de paradoxale) appliquait à la stipulation pour autrui les règles édictées pour la donation entre vifs. Toujours a été faite la distinction entre les dispositions indirectes et les donations proprement dites ; pour ces dernières seules l'existence du donataire a été exigée, c'est elles seules que visaient les ordonnances de 1539 et de 1731, et c'est également à elles seules que doivent s'adresser les dispositions de notre art. 906 § 1^{er} C. civ., car rien dans les travaux préparatoires ne peut nous permettre de supposer que le législateur moderne a eu l'intention de rompre avec la tradition.

En matière d'assurance sur la vie, les conséquences du système de la jurisprudence sont particulièrement déplorables. S'il est nécessaire d'être né au jour du contrat pour en recevoir le bénéfice *jure proprio*, voilà les enfants, venus au monde postérieurement à cette date, dans l'impossibilité de profiter de la sage prévoyance de leur père. C'est cependant à eux que l'assurance serait le plus utile, c'est à eux peut-être que leur père a songé en la souscrivant, à eux qu'il n'aura pas eu le temps d'élever, qui n'auront pas pu profiter de ses conseils et de son expérience ni se faire une place dans le monde avant que la mort vienne leur ravir le soutien de leurs premiers pas

dans la vie. Pour que le contrat produise tous les effets désirables, tous les effets que le père de famille a eu manifestement l'intention de lui faire produire, il est essentiel que le capital destiné aux enfants ne tombe pas entre les mains des créanciers et leur soit réservé exclusivement alors même qu'ils seraient obligés de renoncer à une succession mauvaise (1).

Ces considérations n'ont pas convaincu la jurisprudence et elle refuse toujours le bénéfice de l'art. 1121 C. civ. « aux enfants de l'assuré, » ainsi désignés dans le contrat (2). Parfois même elle a été jusqu'à établir une séparation véritablement choquante entre les enfants nés au jour du contrat, auxquels elle reconnaît l'attribution du capital assuré en vertu d'un droit propre, et les enfants nés depuis, qu'elle écarte impitoyablement comme personnes futures et incertaines (3).

L'esprit des cours et des tribunaux était autrefois plus large et leurs décisions plus équitables. On en trouve qui refusent à la succession de l'assuré, et dès lors à ses créanciers, le capital souscrit par lui au profit de « ses enfants » (4) et même « ses héritiers » (5) ou « ses ayants droit » (6). Elles se basent toutes sur l'intention présu-

(1) En ce sens l'art. 53, § 5 et 6 du Projet de loi déposé à la Chambre des députés le 12 juillet 1904. Journal officiel. Chambre, Documents parlementaires, annexe 1918 p. 948 et s.

(2) Dans Dupuich; Traité pratique de l'assurance sur la vie, p. 98 note 1

(3) Dans Dupuich : op. cit. p. 102 note 13.

(4) Lyon, 2 juin 1863. S. 63-2-202

(5) Colmar, 25 février 1865. S. 65-2-337.

(6) Paris, 5 avril 1837. S. 67-2-219.

mée du contractant et telle est en effet la meilleure façon d'interpréter les art. 1121 et 1122 C.civ. C'est un arrêt de la Cour de Cassation du 7 février 1872 (1) qui paraît avoir été le signal d'un revirement complet. Pourtant l'espèce en question n'aurait pas dû avoir des conséquences aussi funestes : le bénéfice de l'assurance avait été transmis par testament et le légataire avait renoncé tant au legs qu'à la succession ; il eut été difficile en de semblables conditions, de lui maintenir un droit qu'il avait refusé. Survint ensuite la loi du 23 juin 1873 dont l'art. 6 établit que « sont considérés, pour la perception du droit de mutation par décès, comme faisant partie de la succession d'un assuré, sous la réserve des droits de communauté, s'il en existe une, les sommes, rentes ou émoluments quelconques dûs par l'assureur à raison du décès de l'assuré ». (2) Bien que statuant seulement en matière fiscale, cette loi eut pour effet de pousser plus avant la jurisprudence dans le courant où elle avait dévié. Elle ne l'a pas remonté depuis.

Approuvée seulement par les auteurs qui ont toujours refusé de voir dans l'assurance sur la vie une stipulation pour autrui, ou par ceux qui n'ont pu concevoir cette dernière complètement distincte de la donation entre vifs, elle est vivement critiquée par les auteurs

(1) Cass. Req. 7 février 1872 S. 72-1-86.

(2) Cependant M. Labbé dans la France judiciaire, année 1878, p. 103 et s. et dans § 85-1-5 regrette que les enfants nés ou à naître ne puissent recueillir le bénéfice d'une assurance sur la vie, en vertu d'un droit propre.

modernes. M. Lambert s'exprime ainsi : « Quelque bien
 « établie que soit la jurisprudence actuelle, nous pou-
 « vons affirmer qu'elle a contre elle non seulement les
 « tendances de la vie moderne, non seulement l'équité,
 « non seulement une tradition séculaire et constante,
 « mais encore la loi. Elle répudie les conquêtes du passé
 « elle dédaigne les besoins du présent (1). »

De cet examen nous devons conclure qu'il ne pourra être rapporté à la succession du de cujus, ni réduit en présence de ses réservataires que le bénéfice d'une assurance souscrite par lui au profit d'un cohéritier ou d'un tiers nettement indiqué. En effet, sans cette détermination à laquelle on tient tant, c'est à la succession que reviendra le capital et ceux qui le recevront, le recueilleront *jure hereditario* et non plus à un « autre titre », comme dit la définition de M. Planiol.

L'article 843 C. civ. relatif au rapport à succession s'exprime en ces termes : « Tout héritier même bénéficiaire, venant à une succession, doit rapporter à ses cohéritiers tout ce qu'il a reçu du défunt par donation entre vifs, directement ou indirectement.. », et l'art. 913 C. civ. au sujet de la réserve héréditaire : « les libéralités, soit par actes entre vifs, soit par testament, ne pourront excéder, etc. . . » De ces deux textes il ressort que, pour être soumis à l'obligation de rapporter les biens qu'il a reçus du de cujus, soit réellement s'il est lui-même héritier, soit fictivement afin de déterminer le montant de la réserve

(1) Ed. Lambert, op. cit. n° 192

et de la quotité disponible, le détenteur de ces biens doit les tenir au moyen d'une libéralité. S'il les avait acquis à titre onéreux, il serait absolument dégagé de tout rapport et les héritiers de son auteur, même réservataires, n'auraient rien à lui réclamer.

C'est de cette idée qu'on est parti pour soutenir que le contrat d'assurance sur la vie, ayant pour but de réparer le préjudice matériel, ou même moral, que cause au bénéficiaire la mort de l'assuré, ne devait pas être assimilé à une libéralité et qu'au contraire il comportait nécessairement une acquisition onéreuse. C'est ce que certains auteurs et parfois les arrêts expriment en disant que le contrat d'assurance sur la vie est un contrat d'indemnité (1).

Il est bien vrai que l'assurance en cas de décès tout au moins a été créée pour compenser les dommages que la mort de l'assuré peut occasionner aux personnes qui lui survivent. Ce genre d'assurance diffère cependant des autres puisqu'on a pas cru devoir lui appliquer, jusqu'à présent tout au moins, le principe rigoureux d'après lequel l'indemnité ne peut pas être une cause d'enrichissement pour celui qui la reçoit. Ainsi il n'est pas nécessaire que le bénéficiaire d'une police soit intéressé à la vie de l'assuré pour toucher le capital souscrit à son profit (2) ; une même personne peut assurer sur sa tête,

(1) Lefort. Traité du contrat d'assurance sur la vie, t. I. p. 180 et s. Draguignan, 17 mars 1857. S. 59-2-17.

(2) Cependant l'art. 43 du projet de la loi précité rend nulle l'assurance « si au décès de l'assuré, l'assureur établit qu'au moment du contrat le « souscripteur de la police n'avait aucun intérêt à la vie de l'assuré. »

en une seule fois ou par plusieurs contrats successifs, une somme aussi élevée qu'il lui plaira sans que la Compagnie ait à rechercher, lors du règlement, si la valeur représentée par l'assuré et disparue à son décès est en rapport avec le montant du capital, ni si celui-ci représente exactement la perte éprouvée par le bénéficiaire. Dans l'assurance contre l'incendie, au contraire, la Compagnie évaluera les objets détruits par le sinistre et les dommages qui en résultent, c'est sur ces bases que sera fixée l'indemnité.

En fait il est possible que l'assurance sur la vie ne répare pas une perte : un oisif, un improductif, un homme à charge aux siens peut souscrire à leur profit une assurance sur sa tête, et son décès constituera pour eux la réalisation d'un bénéfice. Emprisons-nous de dire que cette hypothèse n'est pas la plus fréquente et que l'assurance est destinée à des cas plus intéressants. Il suffit cependant que celui-ci puisse se présenter sans entacher la validité du contrat pour qu'il soit utile d'établir une différence bien nette entre l'assurance qui nous occupe et les autres variétés d'assurances. M. Lyon-Caen, dans son rapport sur le projet de loi s'exprime ainsi : « Ces différences entre l'assurance sur la vie et les autres assurances sont secondaires, elles prouvent non que les assurances sur la vie ne sont pas des assurances, mais que ce sont des assurances d'une nature quelque peu spéciale (1) ».

(1) Projet de la loi ; loc cit. Rapport, titre III.

Nous dirons donc tout au moins avec M. Thaller (1) que l'expression de contrat d'indemnité appliquée à l'assurance sur la vie est d'une exactitude contestable. Mais, à supposer que la somme versée par la Compagnie soit une indemnité véritable, devrait-on en conclure, comme certains auteurs (2), qu'elle ne saurait compter pour le rapport à succession ou pour le calcul de la quotité disponible pas plus qu'une acquisition onéreuse ? Nous ne le croyons pas.

C'est à tort qu'on oppose l'idée d'indemnité à celle de libéralité : elles ne s'excluent nullement. Les sommes versées par souscription à l'occasion de sinistres qui émeuvent l'opinion publique, éboulements dans les mines, incendies, naufrages, inondations, ont bien pour but de subvenir aux besoins des sinistrés et de les indemniser dans la mesure du possible des pertes subies par eux. C'est cependant une pure libéralité que chacun fait en versant son obole plus ou moins forte selon sa générosité et les moyens dont lui permet de disposer sa fortune ; celui qui la reçoit recueille les fruits de la charité et non l'acquit d'une dette contractée envers lui. La qualification d'indemnité attribuée aux dons effectués ne fait pas perdre à l'acte son caractère gratuit. Pour qu'il y ait acquisition onéreuse il faut qu'un « *vinculum juris* » lie celui qui débourse et celui qui encaisse, il

(1) Thaller. *Traité élémentaire de droit commercial* p. 813 n° 4671.

(2) Notamment Lefort ; *Traité du contrat d'assurance sur la vie*, tome II. p. 320.

faut en un mot, qu'il y ait un créancier et un débiteur. Or le souscripteur d'une police d'assurance n'est pas nécessairement créancier du bénéficiaire. On dit bien que le père de famille doit assurer la vie de ses enfants, que le mari, aux termes des art. 212 et 214 C. civ., doit fournir à la femme tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie. Ces obligations civiles ne se perpétuent pas au delà de la mort (1). La femme et les enfants ne peuvent contraindre le mari ou le père à prendre ses dispositions pour qu'après sa disparition leur existence soit sauvegardée. Ils peuvent par contre, de son vivant, lui réclamer les aliments et, s'il s'y refuse, le poursuivre devant la justice. La seule obligation dont le père soit tenu vis-à-vis de ses enfants pour le temps où il ne sera plus, c'est de leur laisser une partie de ses biens, leur réserve, dont il n'a pas le droit de disposer, même par testament, au profit d'étrangers. Ils auront encore recours aux tribunaux s'il a enfreint cette prescription de la loi. Mais là se borne l'obligation du père de famille. S'il a souscrit une police d'assurance, aucune loi ne l'y forçait ; sa sagesse et sa prévoyance ont seules guidé sa conduite. Il n'y avait pas même pour lui une obligation naturelle car une convention antérieure est nécessaire pour créer une obligation de ce genre. Et la preuve en est qu'il avait la faculté de changer les dispositions de sa police, d'en faire passer le profit à un tiers quelconque ; or une obligation naturelle qui a été exécutée rentre

(1) Cass. Req. 9 mai 1881, S. 81. 1. 337.

alors dans le cadre des obligations civiles en ce sens que la loi la sanctionne : le paiement, par exemple, d'une dette naturelle ne peut plus être répété (1235 C. civ.). Le père n'était pas non plus responsable du préjudice que sa mort devait entraîner ; pour être responsable, il doit y avoir faute, il n'en a pas commise. Il ne s'est rendu coupable d'aucun délit ou quasi-délit. Cette autre source des obligations fait également défaut. Il s'est acquitté d'un simple devoir moral, ce qui n'est pas suffisant pour constituer l'objet d'une créance à laquelle aurait droit le bénéficiaire. Remplir un devoir de conscience envers sa femme, ses enfants, un pauvre, un sinistré, c'est faire une libéralité : qu'on nomme aumône ou indemnité le secours procuré, peu importe ; l'acte accompli est gratuit.

De ces considérations faut-il déduire que le bénéfice d'une assurance sur la vie n'est pas susceptible d'une acquisition onéreuse ? Loin de nous cette pensée. Dire qu'il n'est pas généralement onéreux (et c'est seulement ce que nous avons voulu démontrer) ne signifie pas qu'il ne puisse jamais l'être.

L'assurance sur la vie constitue en effet un excellent instrument de crédit, assez fréquemment employé dans la pratique des affaires. Un créancier a des raisons sérieuses de redouter que son débiteur ne laisse pas une succession suffisante pour le désintéresser, ce débiteur tout en ayant une certaine aisance dûe à son travail n'aura peut-être pas le temps d'économiser sur

ses revenus et d'éteindre sa dette ; en tous cas, au moment où il emprunte il ne possède aucun immeuble à hypothéquer, aucune valeur à donner en gage, la plupart du temps il ne trouvera personne pour le cautionner. Une assurance souscrite par lui sur sa tête au profit de son créancier, ou même par ce dernier à son propre profit, remédie à cet état de choses. Le débiteur commence par obtenir la confiance de son créancier certain maintenant de rentrer dans ses fonds, au plus tard lors du décès de l'assuré ; et, si celui-ci rembourse auparavant, il se trouve à même de mettre en sécurité l'avenir de sa femme et de ses enfants : si c'est lui qui a contracté l'assurance, il leur attribuera le bénéfice de la police désormais libre entre ses mains.

Mais peut-être même qu'avant de faire des dettes l'emprunteur aura déjà fait acte de prévoyance en s'assurant. Il a alors tout ce qu'il faut pour dissiper les craintes de ses créanciers. Pourvu que le bénéfice de l'assurance n'ait pas encore été accepté, il peut l'utiliser à garantir ses dettes. Pour cela plusieurs moyens sont à sa disposition : ou bien il remettra la police en nantissement et signifiera cette cession à la Compagnie conformément aux art. 2074 et 2075 C. civ., ou bien, si les clauses le lui permettent, il endossera cette police avec cette mention, « valeur en garantie » (art. 137 C. com.), ou bien encore, usant du procédé ordinaire et spécial au contrat d'assurance, il fera établir un avenant stipulant le bénéfice au profit de ses créanciers jusqu'à con-

currence des sommes dont il est redevable. Enfin une police d'assurance sur la vie n'a pas seulement une valeur éventuelle représentée par le capital souscrit, elle possède au bout d'un certain temps, généralement trois années, une valeur actuelle représentée par la somme que verserait immédiatement la Compagnie si l'assuré voulait résilier son contrat. C'est la restitution du trop perçu sur les premières primes, mis en réserve pour parfaire ce qui manquera aux primes postérieures pratiquement égales, mais théoriquement devenues insuffisantes par suite de l'augmentation de l'âge de l'assuré et des risques à courir par la Compagnie. Or cette valeur dite de rachat est négociable. Si un tiers veut prendre l'opération pour son compte, il peut acheter la police ou la recevoir en paiement d'une dette. Elle deviendra sa propriété, il en disposera comme d'une chose lui appartenant, quitte à demander le concours de l'assuré chaque fois qu'un nouveau bénéficiaire interviendra, car la morale exige qu'une personne ne devienne pas ainsi intéressée à la vie d'une autre sans son consentement. Cette vente de la police, cette cession en toute propriété se réalisera par les mêmes procédés que la cession à titre de nantissement : transfert signifié à la compagnie, endossement, avenant.

L'admirable souplesse du contrat d'assurance sur la vie qui se plie à tant de circonstances et vient en aide à tant de besoins en a fait une véritable monnaie courante circulant aussi facilement que n'importe quelle valeur

mobilière : on le négocie, on le met en gage, on le donne en paiement. Il constitue même pour le souscripteur une sorte de caisse de réserve dans laquelle il pourra puiser en demandant à la Compagnie de lui avancer une partie de ce qu'elle a mis de côté à son compte.

Ce rapide examen sur les divers moyens d'utiliser une police montre qu'elle peut être l'objet d'une acquisition onéreuse comme d'une acquisition gratuite. Où trouverons-nous le criterium permettant de distinguer ces deux cas ? Généralement le caractère onéreux ressortira des termes mêmes employés soit dans la police, soit dans un acte subséquent : un bénéficiaire à qui est attribué le capital assuré moyennant un prix payé ou en garantie des sommes qui lui sont dûes est évidemment un acquéreur à titre onéreux. Mais en dehors de cette situation qui n'offre pas de difficulté, il s'en trouve d'autres où le motif de l'assurance n'apparaît pas aussi clairement. Que décider alors ? Comme l'acquisition onéreuse n'est pas la plus fréquente en pratique et qu'elle se dévoile facilement, nous croyons que c'est l'acquisition gratuite qui doit être présumée, et que la preuve du contraire doit être fournie par le bénéficiaire. Il y a là une question à trancher par les tribunaux qui rentre dans les pouvoirs souverains des juges du fond.

Donc le bénéfice d'un contrat d'assurance sur la vie pouvant être recueilli gratuitement, il y aura lieu, le cas échéant, de lui appliquer les règles du droit commun en matière de libéralité pour le rapport à succession comme

pour le calcul de la quotité disponible. L'héritier qui, par suite d'une désignation déterminée, aura seul touché le capital assuré, en dehors de ses cohéritiers, devra leur en tenir compte, et, en présence de réservataires qui ne trouvent pas dans la succession du de cujus une part de biens suffisante pour les remplir de leurs droits, un bénéficiaire quelconque pourra être recherché en vue de parfaire la réserve.

CHAPITRE II

DU RAPPORT DU CAPITAL

Quand au moment de la liquidation et du partage d'une succession il est reconnu que le de cujus a fait bénéficier un de ses héritiers d'un avancement d'hoirie, ou que ses libéralités ont dépassé la mesure que la loi lui imposait, il est généralement facile de faire rentrer dans la masse ce qui en est sorti top tôt ou ce qui n'aurait jamais dû en sortir. L'estimation (soit à l'époque de la donation soit à l'époque du décès suivant le cas) des biens donnés représente à la fois l'appauvrissement subi par le patrimoine du défunt et l'enrichissement dont a profité celui du donataire ou légataire. Mais si l'on se trouve en présence d'une disposition indirecte, notamment d'une police d'assurance sur la vie, une difficulté s'élève : il arrive en effet fréquemment que les sommes déboursées d'un côté et celles reçues de l'autre offrent une disproportion considérable.

Un homme de 30 ans a stipulé d'une Compagnie d'assurances que, moyennant une prime à verser chaque année, un capital de 100.000 fr. serait payé lors de son décès à un de ses héritiers. Il meurt dans le cours de l'année après le paiement d'une seule prime. Il n'a payé

que 2.400 fr. le bénéficiaire recevra plus de quarante fois autant. La différence entre les deux sommes sera plus ou moins grande suivant la durée de la vie de l'assuré. Plus près celui-ci aura atteint la moyenne de la vie humaine, moins l'inégalité que nous venons de signaler sera marquée, plus tôt la mort l'aura frappé, plus sensible apparaîtra cette inégalité et plus vivement l'utilité de l'assurance se sera fait sentir. Par contre, si l'assuré vit au delà des limites moyennes indiquées par les tables de mortalité sur lesquelles sont basés les calculs des actuaires, la totalité de ses versements à la Compagnie dépasseront la somme à payer par elle à son décès. C'est l'effet du caractère aléatoire de l'assurance. Cette fois les chances ont été défavorables à l'assuré, si l'on peut ainsi qualifier celles qui l'ont fait parvenir à un âge plus avancé qu'il pouvait espérer. D'ailleurs la différence entre les primes et le capital n'atteindra pas cette fois, celle du cas inverse précédent. Mais peu importe pour la question qui nous intéresse et le quantum de cette différence et celui qui en bénéficie; ils suffisent qu'elle existe, et elle existera en fait toujours; l'hypothèse d'un capital exactement égal aux primes étant pour ainsi dire théorique.

Dans de pareilles situations que doit-on faire pour obéir aux prescriptions des art. 843 et 920 C. civ. ?

La question au début n'a pas beaucoup embarrassé la jurisprudence. La solution qu'elle admettait est celle que l'on est tenté d'adopter au premier abord, avant un

examen approfondi. Elle faisait rapporter le capital payé par la Compagnie. « Le droit à ce capital est irrévocablement acquis au stipulant et fait partie de son patrimoine l'exigibilité seule en est différée jusqu'au jour du décès (1) ».

A cette époque la jurisprudence avait raison de juger ainsi. Le contrat d'assurance sur la vie était bien considéré comme une stipulation pour autrui, mais celle-ci n'était pas comprise comme elle l'est actuellement. Nous avons déjà eu l'occasion de dire qu'on y voyait deux opérations dont la première faisait entrer la chose stipulée dans le patrimoine du stipulant d'où elle passait ensuite, par l'effet de la seconde, dans celui du tiers.

Cette conception de la stipulation pour autrui entraînait de fâcheuses conséquences : elle exigeait, comme pour toute donation, un concours de volontés et, par conséquent, l'existence des deux parties, la désignation précise du bénéficiaire et l'obligation pour lui d'accepter avant la mort du stipulant.

Ce dernier avait pour ayant cause le tiers, il avait puisé dans son patrimoine une valeur qu'il avait fait passer dans un autre, ses créanciers avaient pu la comprendre dans leur gage commun et ses héritiers, lors de son décès, avaient le droit de la faire figurer dans la masse des biens à partager.

(1) Cass. 15 décembre 1873, S. 74-1-199.

C'est pour éviter ces résultats contraires à ceux que se propose le souscripteur d'une police, que les auteurs ont cherché à expliquer autrement le contrat d'assurance sur la vie.

M Thaller (1) voulut corriger le système de la jurisprudence qui ne lui paraissait pas clair : « De tout contrat naît une opération dès à présent existante, l'obligation peut-être conditionnelle, à terme certain ou incertain, cela ne l'empêche pas de constituer une dette actuellement formée ; la condition plus tard la fera rétroagir, l'apposition d'un terme en suspend seulement l'exigibilité ». Le distingué professeur propose de voir dans l'acte du souscripteur la simple stipulation d'un engagement à prendre par la Compagnie d'offrir le capital assuré au bénéficiaire. Lors de son acceptation il recueillera, *omisso medio*, le capital qui n'aura jamais passé dans le patrimoine de l'assuré. « Jusque-là l'offre ne tient pas encore, la créance qu'elle doit engendrer n'existe pas, ce qui existe c'est le droit de l'assuré (ou de sa succession) de contraindre la Compagnie à faire l'offre au tiers au moment opportun et cela sous la sanction de la résolution (2) ». Mais c'est justement cette dernière conséquence qui a fait le point de mire de toutes les critiques : Si le capital échappe aux créanciers et aux règles du rapport et de la réduction, les droits du bénéficiaire sont à la merci des héritiers de

(1) S. 88-2-1.

(2) Thaller, *loc. cit.*

l'assuré, lesquels ne s'empresseront guère sans doute de contraindre la Compagnie à s'exécuter, n'y ayant aucun intérêt (1).

M. Labbé (2) admettait bien le système de l'offre tel que le concevait la jurisprudence il le regardait même comme nécessaire quand le stipulant s'était réservé le droit de changer le bénéficiaire, ou quand aucun tiers déterminé n'était désigné ; il l'estimait cependant contraire à la volonté des parties, aussi toutes ses préférences étaient-elles à une autre explication de la stipulation pour autrui, l'explication par la gestion d'affaires : « On peut « faire du tiers le véritable assuré, celui au nom de qui est « contractée l'assurance, le stipulant sera un simple gérant d'affaires ; le tiers donne alors une ratification qui « rétroagit au jour du contrat. Le tiers devient créancier direct, comme s'il avait contracté lui-même et le « capital échappe aux héritiers pour le calcul de la réserve et aux créanciers. Rien alors n'empêche que la ratification n'arrive qu'après la mort du gérant, c'est la « règle en gestion d'affaires, mais ce gérant n'a pas le « droit de révocation et le capital ne lui a jamais appartenu (3) ». C'est principalement l'absence du droit de révocation qui a fait échouer le système de M. Labbé.

(1) Pour conserver le capital assuré à ceux en faveur de qui il a été souscrit M. Thaller a proposé de rendre insaisissables les polices d'assurance sur la vie, *Annales de Droit Commercial*, année 1888, 2^e partie, page 100.

(2) S. 77-1-393.

(3) Labbé, loc. cit.

M. Levillain (1) qui l'a vivement combattu pour cette raison lui reproche en outre d'être compliqué et de ne pouvoir s'appliquer à un acte isolé, mais il le réfute pour se reporter vers celui de l'offre. La préférence n'est vraiment pas heureuse.

M. Planiol (2) plus récemment a repoussé ces critiques. Il voit précisément dans la stipulation pour autrui une gestion d'affaires, mais sa manière de l'envisager ne présente pas les inconvénients que M. Labbé lui reconnaissait lui-même et notamment en ce qui concerne le droit de révocation. « La volonté des parties dit le savant professeur, ayant créé un droit au profit d'un tiers a pu le faire naître avec tels caractères qu'il leur a plu de lui donner. Elles ont donc pu, si cela leur a paru utile, créer ce droit à l'état révocable » (3).

Le système préconisé par M. Boistel (4) ne faisait pas tomber non plus le capital assuré dans le patrimoine du stipulant tout en lui conservant le droit de révocation. C'est ce droit même qui avec l'intérêt moral constitue l'élément essentiel de la stipulation pour autrui, il donne une action. D'après M. Boistel le preneur d'assurance stipule « sous une condition alternative en faveur du bénéficiaire ou de lui-même » mais, par suite de l'effet rétroactif de la condition, si le tiers accepte, il sera réputé

(1) D. 79-2-25.

(2) Traité élémentaire de droit civil t. II, p. 382 n° 1223.

(3) Planiol op. cit. p. 389 n° 1247.

(4) D. 89-2-130.

seul investi du droit au capital et le contractant disparaît entièrement (1).

Ces différentes façons d'interpréter le contrat d'assurance sur la vie n'ont jamais eu d'influence sur l'opinion des magistrats.

« L'attribution du bénéfice de l'assurance a constitué
« de la part du mari à sa femme une libéralité indirecte
« ... par suite de son acceptation elle est retroactivement
« titulaire depuis la date de la stipulation... (cette
retroactivité de l'acceptation d'une offre ne s'expliquait
guère ; M. Labbé (2) la qualifiait d'anti-juridique mais la
« libéralité à elle faite est réductible au cas où elle excé-
« derait la quotité disponible »(3) « Il ne peut être con-
« testé, disait la Cour de Cassation, que le capital fait par-
« tie du patrimoine de l'assuré durant sa vie, puisque
« d'une part il devait en profiter personnellement s'il
« vivait jusqu'à l'âge de 50 ans, et, que d'autre part, il
« s'était réservé le droit d'en disposer à sa volonté. »(4).

Ces idées étaient partagées par les auteurs qui adoptaient la théorie de la jurisprudence sur la stipulation pour autrui. Entre eux cependant il n'y avait pas une

(1) Pour soustraire encore le capital assuré aux créanciers du stipulant M. Edouard Olivier propose une combinaison toute différente : « Le signataire de la police qui a désigné un bénéficiaire d'une manière quelconque laisse une double succession. Celle qui est composée exclusivement du capital assuré échappe à toutes les règles du droit successoral, et, sauf le cas de fraude, le contractant en a toujours la libre disposition. » *Annales de droit commercial*, année 1896, p. 440.

(2) Note sous cass. 2 juillet 1884 S. 85.1-5.

(3) Douai, 14 février 1877 S. 88.24-9.

(4) Cass. 7 février 1877 S. 77.1-39.

harmonie complète : certains faisaient volontiers une distinction entre le cas où le tiers bénéficiaire avait été désigné dans le contrat lui-même et celui où il ne l'avait été que postérieurement, par avenant. Dans le premier, quelques-uns se contentaient du rapport des primes, (1) dans le second, dit Herbault, « tous les auteurs sont d'accord pour faire rapporter le capital, la créance contre l'assureur ayant été distraite de la communauté ou de la succession. » (2) Mais en général le rapport du capital apparaissait comme le seul possible et à Herbault le premier « Le bénéfice de l'assurance, qu'il ait été ou non dans le patrimoine du stipulant, représente toujours le capital des primes, mais à un taux variable suivant les chances diverses qui sont de l'essence du contrat (4). »

L'état de la jurisprudence d'alors est exposé d'une façon très précise par le conseiller Crépon dans un rapport à la Cour de Cassation (5) : Le capital reste en principe jusqu'au jour du décès de l'assuré dans son patrimoine ; il n'en sort que lorsqu'un tiers a déclaré accepter le bénéfice et il passe alors du patrimoine de l'assuré dans celui du bénéficiaire du jour de l'acceptation. Crépon avoue que certaines Cours d'appel ont fait rétroagir l'acceptation mais il regarde cet avis comme une erreur manifeste.

(1) Agnel. Traité général des assurances, n° 451; Rome. Du contrat d'assurance sur la vie, p. 368 et s.

(2) Herbault. Traité du contrat d'assurance sur la vie, p. 236.

(3) Vibert. Thèse. Caen p. 173.

(4) Rapport à Cass., 2 juillet 1884. S. 85-1-5.

En somme, sauf ce point de détail, la jurisprudence était logique avec elle-même et c'était une qualité ; elle ne l'a pas toujours eue.

En 1884 elle changeait de point de départ. Tout en reconnaissant encore l'application de l'art. 1121 C. civ. au contrat d'assurance sur la vie souscrit au profit d'une personne déterminée, un arrêt de la Cour de Cassation dit (1) « que le droit est personnel au tiers bénéficiaire, « ne repose que sur sa tête et ainsi ne constitue pas une « valeur successorale ; qu'en effet le capital assuré n'en- « tre pas dans les biens du stipulant durant sa vie puisque « ce capital ne se forme et ne commence d'exister « que par le fait même de la mort du stipulant, et que, « d'un autre côté, le contrat n'en attribue pas à celui-ci « ni le bénéfice personnel, ni la disposition et ne lui « laisse que la faculté de rendre nuls les effets de la con- « vention par le non paiement des primes au cas où ces « primes ne seraient pas acquittées par le bénéficiaire, « ou par tout autre, au lieu et place du stipulant. »

C'était le renversement de la théorie de l'offre. Le bénéficiaire n'était plus un ayant cause du stipulant, il acquérait le capital assuré en vertu d'un droit propre qui jamais n'avait passé entre les mains du souscripteur de la police. Un nouveau principe était fondé qui devait rester fondamental et n'être jamais abandonné. La prochaine fois qu'elle eût à statuer sur cette matière la Cour de Cassation

(1) Cass. 2 juillet 1884. S. 85-1-5.

lui donna une nouvelle consécration. Ce fut en 1888 ; dans plusieurs arrêts elle répéta successivement que le capital assuré est propre au bénéficiaire, qu'il n'a jamais fait partie du patrimoine de l'assuré.

De là elle tirait plusieurs conclusions :

1) Les créanciers de l'assuré ne peuvent à son décès faire opposition entre les mains de la Compagnie au paiement du capital assuré, en vertu de l'art. 2093 C. civ., parce que le capital ne fait pas partie des biens de leur débiteur et conséquemment de leur gage commun (1).

2) En cas de faillite de l'assuré, les art. 559 et 564 C. com. ne sont pas applicables, car, d'une part, la preuve que le capital assuré ne vient pas du mari est toute faite ; d'autre part, pour que l'art. 564 C. com. soit applicable, il faut que les avantages attribués à la femme par contrat de mariage, ou au cours du mariage suivant la jurisprudence, l'aient été par le mari, et le capital assuré n'a pas été donné par lui puisqu'il n'en a jamais été créancier (2).

3) En cas de faillite de l'assuré également, celui-ci a pu souscrire une assurance au profit de l'un de ses créanciers pendant la période suspecte, sans que les autres aient le droit d'attaquer cet acte en vertu des art. 446 et 447 C. com., parce que la somme attribuée au créancier favorisé n'a pas été prise dans la caisse du failli. (3)

(1) 6 février 1888. S. 88-1-121.

(2) 22 février et 7 août 1888. S. 88-1-97.

(3) 27 mars 1888, et 16 janvier 1888 S. 88-1-127.

La Cour Suprême ajoutait que les créanciers ne sont lésés en rien et que l'égalité entre eux n'est pas rompue si on leur laisse le droit de réclamer « suivant les circonstances, la restitution des primes payées par l'assuré sur ses biens personnels. »

Mais un autre arrêt (1), sans vouloir rompre cependant avec les autres puisqu'il reconnaissait un droit propre aux bénéficiaires de l'assurance par application de l'art. 1121 C. civ., ordonnait le rapport du capital pour « assurer l'égalité des partages entre cohéritiers ou déterminer le montant de la réserve et de la quotité disponible » ; et il donnait comme motifs de cette décision « qu'à défaut de cette stipulation le montant de l'assurance aurait constitué une valeur active de la succession de l'assuré et aurait augmenté le patrimoine héréditaire, que si cette créance a été exclue, c'est par la volonté du père de famille qui en attribue le bénéfice à ses trois enfants en restant seul chargé des annuités dont la durée était aléatoire. »

En rapprochant cette dernière solution des déductions faites par les arrêts précédents du principe établi en 1884, on est frappé d'y voir une certaine contradiction : Si la Cour Suprême dit, d'une part, qu'à défaut de stipulation le montant de l'assurance aurait constitué une valeur active de la succession et aurait augmenté le patrimoine héréditaire, ne devrait-elle pas dire, d'autre part, que le montant de l'assurance aurait augmenté le gage commun

(1) Cass. 8 février 1888, S. 88-1-121.

des créanciers ; et si c'est la volonté du père de famille qui en attribue le bénéfice aux enfants, n'est-ce pas aussi la volonté du failli qui en cède le bénéfice à l'un de ses créanciers à l'encontre des autres, ou à sa femme à l'encontre de tous ?

Beaucoup d'auteurs se sont élevés contre l'arrêt du 8 février 1888 ; en l'opposant aux autres arrêts de la même époque, tous y ont vu une contradiction véritable (1) ou tout au moins un manque d'unité. (2)

M. Boistel a cherché à expliquer cette différence (3). L'action Paulienne, pense-t-il, dont les art. 559 et 564 C.com. ne sont qu'une application, ne doit pas être accordée contre un débiteur qui a simplement négligé de s'enrichir, tandis que les art. 843 et 920 C. civ. soumettent toute libéralité au rapport ou à la réduction alors même qu'elle ne constituerait qu'un simple manque à gagner. M. Boistel trouve la preuve de cette assertion dans l'art. 854 C. civ. qui ne dispense du rapport le successible associé avec son auteur qu'au cas où l'association a été faite sans fraude, c'est-à-dire sans avantage indirect ; il n'y aurait pourtant là qu'un simple refus de s'enrichir, les profits retirés par le successible n'étant pas venus du patrimoine du défunt. La

(1) Notamment Labbé S. 88-2.177 et S. 89-2.121 ; Lefort Op. cit. t II p. 329. Dupuich, Op. cit. n° 232 ; Thaller. Annales de droit commercial années 1888 p. 197 et 1889 p. 240 — Baudry-Lacantinerie et Wahl, Succession tome III n° 2766.

(2) Naquet. S. 89-2-17.

(3) D. 89-2-153

même chose se passe dans une assurance sur la vie ; il n'y a de la part du stipulant qu'un manque à gagner insuffisant pour justifier l'action des créanciers, mais constituant une libéralité rapportable.

Non seulement il semble un peu téméraire d'affirmer que tout gain procuré à un héritier par un simple refus du défunt de l'acquérir pour lui-même, donne lieu au rapport, il est en outre absolument inexact de dire que l'assurance sur la vie au profit d'un tiers constitue un manque à gagner de la part du contractant. Si l'assuré avait voulu toucher le capital il lui aurait été facile de le faire tomber dans sa succession, c'est, dit-on, par un avantage analogue à celui prévu par l'art. 854, qu'il le laisse aller dans les biens de son héritier ; peut-être, mais ce n'est pas là un simple refus de s'enrichir, c'est la volonté de constituer une valeur au bénéficiaire. Pour qu'il y eût simple manque à gagner il faudrait pouvoir dire que s'il n'avait pas désiré gratifier son héritier, l'assuré aurait nécessairement acquis le profit de l'assurance, or il est infiniment plus probable qu'il n'aurait quand même rien recueilli du tout car il ne se serait pas assuré. L'art. 854 vise du reste un cas exceptionnel, ce qui ne permet pas de l'étendre à d'autres matières surtout à celles qui n'ont rien de commun avec lui comme l'assurance sur la vie.

M. Chavegrin (1) a cherché aussi à expliquer les arrêts de 1888 : « Lorsqu'on affirme, dit-il, que la

(1) Journal le Droit, 4 novembre 1888.

« créance contre l'assureur n'aura pas été dans les biens
 « du stipulant, on énonce un de ces principes qui, comme
 « il arrive souvent en droit, sont vrais seulement d'une
 « vérité relative. » Pour cet auteur, en effet le droit de
 révocation et de rachat que conserve l'assuré implique
 nécessairement que la créance n'est pas complètement
 en dehors de son patrimoine et on ne s'écarterait de cette
 réalité que pour mettre ses biens à l'abri de ses créan-
 ciers.

Mais M. Chavegrin ne se montre nullement satisfait
 de cette explication : « L'esprit se refuse à comprendre
 « comment le tiers est à la fois donataire d'une somme
 « dans ses rapports avec les héritiers à réserve ou
 « avec ses cohéritiers, et directement investi du béné-
 « fice de l'assurance à l'égard des créanciers. »

¶ C'est bien là en effet le mystère juridique et M. Chave-
 grin, avec les auteurs cités plus haut, se montre impuis-
 sant à le comprendre. Ses critiques cependant ne s'adres-
 sent pas aux mêmes décisions de la Cour Suprême. Pour
 lui ce n'est pas l'arrêt du 8 février 1888 ordonnant le
 rapport à succession qui est blâmable, ce sont ceux des
 22 février et 7 août 1888 qui ont écarté les art. 559 et 564
 C. com. Il est faux, selon le savant professeur, de pré-
 tendre que les créanciers ne perdent rien si on leur res-
 titue les primes, car le montant de celles-ci employé
 dans le commerce de l'assuré aurait peut-être empêché
 sa ruine ou l'aurait rendue moins complète. Ne pour-
 rait-on pas dire aussi qu'ils ont à s'estimer heureux de

retrouver là des valeurs qui ont été mises d'une façon certaine à l'abri des coups de la mauvaise fortune et que l'assurance ne leur a pas été trop nuisible si toutefois elle ne leur a pas été profitable.

Du reste M. Chavegrin estime que le capital assuré a dû être, ne fût-ce qu'un instant de raison, dans le patrimoine de l'assuré, il ne peut donc souscrire aux conséquences d'un principe qui prétend justement le contraire.

Quoi qu'il en soit, la majorité des auteurs était d'accord pour reconnaître tout au moins un manque d'harmonie dans les arrêts de la Cour Suprême et quelques Cours d'appel refusèrent de la suivre dans la voie où elle s'engageait ; les unes (1), en plus grand nombre refusant l'application des règles du rapport et de la réduction au capital assuré, quelques autres (2), au contraire, faisant l'application des art. 559 et 564 C. com. au capital lui-même et allant ainsi contre les principes établis.

Mais les magistrats de la Cour Régulatrice ne voulaient pas être accusés plus longtemps de manquer d'élégance, et, en 1896, ils s'empressèrent de rectifier les solutions qu'on leur avait tant de fois reprochées. Un arrêt du 29 juin 1896 (3) pose à nouveau le principe établi en 1884 en se servant exactement des mêmes termes : le droit au capital « est personnel au tiers bénéficiaire, ne repose que sur sa tête, et ainsi ne constitue pas une va-

(1) Rennes, 9 février 1888-S. 89-2 121. Nancy, 18 février 1888. S. 90-2-27. Bourges, 7 mai 1888 S. 89-2-16. Paris, 30 avril 1891-S. 91 2-189.

(2) Amiens, 8 mai 1888 S. 88-2-177, 31 janvier 1899. S. 90-2-5.

(3) S. 96-1-361.

« leur successorale, le capital assuré n'existe pas dans les
 « biens du stipulant durant sa vie, puisque ce capital ne se
 « forme et ne commence d'exister que par le fait même
 « de la mort du stipulant. . . . » mais il en tire une con-
 clusion nouvelle que l'on attendait depuis longtemps :
 « le capital, n'ayant jamais fait partie du patrimoine du
 « stipulant, ne constituant pas une valeur successorale, ne
 « saurait par suite entrer en compte pour le calcul de la
 « réserve ».

Cependant il y eut encore des critiques. M. Charmont et M. Vigié voient dans cette nouvelle décision le renversement des institutions essentielles du Code civil et la porte ouverte à toutes les iniquités.

Le premier écrit en parlant de l'assurance : « Il faut qu'elle permette de capitaliser sans payer ses dettes et de bouleverser à son aise notre régime successoral (1) ». Et le second regarde l'opinion de l'arrêt de 1896 comme étant « de nature à bouleverser tous les principes du droit civil, à compromettre l'égalité des partages et à rétablir, « si l'on veut, le dépouillement de la famille et le droit « d'aînesse (2) ».

Les reproches ne manquent pas d'amertume ; voyons s'ils sont bien justifiés.

Tout d'abord en disant que l'assurance ainsi comprise permet de capitaliser sans payer ses dettes, M. Charmont se sert tout au moins d'une expression inexacte.

(1) Revue critique 1897, p. 337.

(2) Revue critique 1901, p. 211.

L'assurance n'est pas une capitalisation, quoi qu'en aient pensé plusieurs auteurs. Capitaliser, n'est-ce pas faire fructifier ses revenus pour les retrouver sous la forme d'un capital, augmentés des intérêts qu'ils auront produits ? La ressemblance apparente qu'il y a là avec l'assurance est démentie par l'analyse du mécanisme qui préside à son fonctionnement. Ce ne sont pas les primes additionnées avec leurs intérêts qui constituent le capital payable au décès, mais les primes versées par tous les assurés de la même catégorie dans l'année du sinistre. La réserve constituée par le trop perçu sur les premières primes est bien, si l'on veut, le fruit d'une capitalisation faite par l'assureur, mais ce n'est pas elle que l'on retrouve à l'échéance; elle est utilisée chaque année; à partir du moment où les primes sont devenues insuffisantes par suite de l'accroissement des risques, à compléter ce qui manque à ces primes. Nous signalons simplement une expression impropre sans trop insister, n'ayant pas l'intention de faire la théorie mathématique de l'assurance. Mais sans approfondir les choses, il paraît bien évident à tout le monde qu'une somme de 50.000 frs. payée par une Compagnie après trois ou quatre primes annuelles de 300 fr. par exemple, n'est pas le produit de la capitalisation de ces dernières.

Et, après tout, l'assurance sur la vie serait-elle la seule institution permettant à un débiteur d'employer ses fonds autrement qu'à l'extinction de ses dettes ; le même reproche ne pourrait-il pas s'adresser à tout pla-

ement fait par le débiteur d'une façon quelconque au nom d'une tierce personne ? Mais, pourrait-on objecter, les créanciers auront alors l'art. 1167 C. civ pour critiquer ces actes faits par un débiteur de mauvaise foi. C'est pourquoi nous leur reconnaissons le droit, même quand le capital n'est pas versé à l'assuré lui-même ou à sa succession, de faire opposition au paiement pour demander le prélèvement de ce qui a été détourné frauduleusement de leur gage commun.

Il nous était difficile de ne pas repousser l'attaque de M. Charmont contre le contrat d'assurance sur la vie, mais nous nous sommes ainsi écarté de notre sujet duquel nous avons à exclure l'étude du droit des créanciers. Nous y revenons sans plus tarder pour examiner si M. Vigié est plus juste en accusant l'arrêt de 1896 de rendre possible le rétablissement du droit d'ainesse et de méconnaître les principes fondamentaux du partage et de la réserve héréditaire.

« Le droit d'ainesse, dit M. Wahl, (1) ne se trouve « pas plus favorisé par le système actuel de la Cour de Cas-
« sation que les intérêts du dernier né ou ceux des enfants
« mâles. C'est au profit de tout le monde qu'une assurance
« peut être faite ».

Mais, alors s'écrie encore M. Vigié (2), « c'est le dépouil-
« lement de la famille ».

Si tel devait être le résultat obligatoire de la décision

(1) *Revue trimestrielle de Droit civil*. 1902 n° 1 p. 31 n° 12.

(2) *Loc. cit.*

de la Cour Suprême il faudrait en effet s'empresse de la réformer ou interdire l'assurance sur la vie comme immorale. Ni l'un ni l'autre n'est nécessaire. Si un père de famille, méconnaissant tous ses devoirs, veut distraire une partie de sa fortune au profit d'étrangers, il n'a pas besoin de l'assurance pour cela; il pourra s'en servir, c'est entendu, mais alors qu'on incrimine l'homme et non l'instrument à son usage. Et même par l'assurance tout ne sera pas perdu pour la famille si, comme nous le verrons, elle peut reprendre plus tard ce qui lui a été dérobé. Aux autres moyens nombreux à la disposition du dissipateur, il ne sera pas toujours possible d'apporter le même remède. Mais au contraire dans les mains du père de famille sage et prévoyant l'assurance sur la vie, entendue comme le veut l'arrêt de 1896, ne sera-t-elle pas une arme puissante contre les hasards capricieux de la vie ? Précisément parce qu'elle lui laisse une certaine liberté d'allure, il aura la facilité de redresser les inégalités que les événements auront créées dans ses enfants. L'un deux aura moins bien réussi que les autres, la nature l'avait moins bien doué, les circonstances ne lui ont pas été favorables, ou simplement ce sera le dernier né, venu trop tard au monde pour que son père puisse l'établir. Comment se défendra-t-il seul contre la malchance ? Sans doute, il pourra trouver dans ses proches le soutien dont il a besoin, dans un frère le dévouement de leur père, le cas se présente..., mais il n'y a pas là un droit pour lui. Si le père de famille a souscrit une assu-

rance au profit de cet enfant, faudra-t-il que celui-ci, placé déjà dans une situation inférieure à celle des autres, leur rapporte le capital qu'il aura touché ? Alors à quoi bon l'avoir gratifié spécialement si tout le monde doit en profiter ? L'égalité des partages que l'on veut invoquer perpétuera l'inégalité contre laquelle le père avait voulu réagir. Le but de ce dernier est manqué, sa volonté manifestement violée. Est-ce la loi qui le veut ?

Le désir de la loi est bien à la vérité que les co-partageants soient égaux entre eux, et les formalités dont elle a revêtu le partage judiciaire en sont la preuve. Mais entre un désir et une volonté formelle, il y a loin, et l'égalité des partages constitue si peu un principe absolu qu'il est permis d'y déroger en dispensant de rapporter. Il ne faut donc pas le considérer comme une forteresse inexpugnable dans laquelle on trouve un refuge contre tous les assauts ; le législateur lui-même en 1898 y a fait une brèche sérieuse en posant comme règle la dispense de rapport pour les libéralités testamentaires.

Nous ne nous occupons pas de legs, aussi nous faudra-t-il prouver qu'en matière d'assurance sur la vie l'art. 843 C. civ. qui exige le rapport même des donations indirectes, n'est pas mis de côté si le cohéritier bénéficiaire ne rapporte pas à ses cohéritiers le capital assuré. C'est ce que nous nous proposons de faire en démontrant à l'aide des textes que ce qu'il faut rapporter c'est ce dont le donateur s'est appauvri, et non pas

nécessairement le montant de l'enrichissement du donataire.

La réserve au contraire est absolument intangible ; aucune convention ne peut l'entamer, aucune loi ne permet d'y porter atteinte, sous quelque forme que ce soit. Mais qu'est-ce que la réserve ? C'est une partie des biens du défunt, *pars hereditatis*. Une jurisprudence déjà ancienne et bien établie refuse absolument de voir dans le capital assuré une partie de l'hérédité ; nous verrons également si cette idée est exacte.

En résumé, on doit rapporter à ses cohéritiers le montant de l'appauvrissement du donateur, et aux réservataires la partie des biens du défunt dont il n'avait pas le droit de disposer. — Le capital assuré n'est pas la valeur dont s'est appauvri le souscripteur d'une police, il ne l'a jamais eue dans son patrimoine.

Telles sont les deux propositions qu'il nous reste à démontrer.

La simple lecture des articles du Code civil laisse cette impression que le législateur a eu dans la pensée l'appauvrissement du donateur. C'est son patrimoine qu'il faut reconstituer pour le partager ensuite et pour établir les valeurs qu'il pouvait aliéner gratuitement. Ce qu'il y a à envisager, c'est le dépouillement du donateur (art. 894) ce sont les biens du disposant (art. 913, 915), les biens aliénés (918), donnés par lui (922, 924), ceux reçus, mais reçus du défunt (843). En réalité tous ces articles ne prévoient pas apparemment d'inégalité entre

les valeurs données et les valeurs acquises ; aussi pourrait-on, dans ces conditions nous accuser de discuter plutôt sur les mots, sur la forme employée pour exprimer une pensée que nous supposons sans en prouver la réalité.

Parfois cependant elle se dessine plus clairement. Les art. 860 à 867 C. civ. qui fixent les règles à suivre dans le rapport d'immeubles ne s'occupent point de l'enrichissement qu'a pu produire les libéralités du défunt. Il faut rétablir le patrimoine du de cujus comme si lui-même l'avait conservé intégralement et mettre les choses dans le même état que s'il n'y avait pas eu d'aliénation à l'époque de l'ouverture de la succession. C'est pour cela qu'on doit tenir compte à l'héritier de la plus value qu'il a procurée à l'immeuble, lors même que ses dépenses seraient inférieures à la valeur qu'elles ont créée ; c'est cette valeur qu'il déduira de son apport, s'il en profite ce n'est pas aux dépens du patrimoine de son auteur. Celui-ci pourtant lui a fourni un moyen de s'enrichir ; mais la plus value conservée par le donataire, qu'il garde en plus de sa part n'a rien coûté au donateur. Si au contraire des détériorations ou dégradations ont été apportées à l'immeuble du fait du donataire, s'il l'a grevé d'hypothèques par exemple, il en supportera seul les conséquences car il doit restituer les biens donnés tels qu'ils auraient été si, à l'époque du décès, ils n'avaient pas passé entre ses mains. Mais les dépenses nécessaires qu'il a été obligé de faire pour l'entretien de la chose

donnée ne sont point à sa charge (art. 862 C. civ.) ; il ne répondra pas des événements fortuits qui ont détruit l'immeuble parce que le patrimoine du donateur les aurait subis et que ce serait enrichir la succession d'y faire rentrer des valeurs qui fatalement devaient en sortir. Si le donataire s'est dessaisi de la chose donnée, s'il l'a vendue sera-ce le prix de cette vente qu'il devra rapporter ? C'est le montant exact de son enrichissement ; ce n'est cependant pas sur ce prix que portent les droits de ces cohéritiers mais seulement sur la valeur actuelle du bien. (art. 860 C. civ.).

Ainsi les gains retirés et les pertes éprouvées par le fait de l'héritier gratifié n'auront pas de répercussion dans le patrimoine du donateur. Nous disons bien par le fait de l'héritier ; les changements survenus en dehors de son action se retrouveront par le rapport dans la succession de l'auteur. Par exemple, en cas de vente forcée qu'aurait dû accepter aussi le défunt, le rapport est égal au moment de l'indemnité elle-même ; si d'heureux hasards ont augmenté la valeur de la chose donnée, les cohéritiers en profiteront tous, comme en aurait profité le de cujus ; il se serait enrichi, et si l'on n'en tenait pas compte, on dépouillerait la masse à partager au bénéfice d'un seul copartageant.

Dans un cas tout différent, l'application de la même idée aboutit à des résultats analogues : on suppose que le titulaire d'un office ministériel l'a cédé gratuitement à

un de ses successibles ; MM. Aubry et Rau (1) donnent la solution suivante : « Celui-ci ne doit le rapport que de la valeur de l'office au jour de la cession, « mais aussi le devrait-il dans le cas même où l'office « aurait considérablement diminué de valeur, ainsi que « dans celui où le successible aurait perdu pour une « cause quelconque le droit de présentation que le défunt « lui a transmis. »

L'art. 848 C. civ. offre même l'hypothèse d'un rapport où celui qui le doit n'avait retiré aucun bénéfice, tant il est vrai qu'on doit avoir en vue l'appauvrissement du donateur et que c'est là comme la mesure à remplir par le donataire. Un père a reçu une libéralité, il meurt laissant une succession mauvaise à laquelle son fils renonce. Plus tard ce fils par représentation de son père vient à succéder à l'auteur de libéralité ; l'art. 858 C. civ. l'oblige à la rapporter parce qu'il est considéré comme étant le donataire lui-même, et cependant il n'en a retiré aucun profit puisqu'elle n'est jamais parvenue jusqu'à son patrimoine. Voilà donc un cas où l'on ne s'inquiète pas de l'enrichissement mais seulement de l'appauvrissement.

M. Demolombe (2) qui a été un partisan du système que nous voulons soutenir envisage une situation qui, pour ne pas offrir un intérêt pratique considérable, est intéressante à étudier pour les solutions dont elle serait

(1) Cours de Droit civil français, tome I p. 6 n° 649.

(2) Cours de Code Napoléon. tome 6 n° 314 et s.

susceptible, le cas échéant. C'est une application de l'art. 569 C. civ. qui pourrait la faire naître : Une femme dotale a eu en dot une somme que son père n'a jamais versée au mari. Dix ans après l'échéance des termes pris pour le paiement de la dot, la femme la réclame au mari, le mariage étant dissous. Elle n'a pas à prouver que son époux l'a reçue et celui-ci, par hypothèse, n'ayant pas fait les justifications nécessaires pour démontrer qu'il n'a pu en obtenir le paiement, a dû en verser le montant à la femme ou aux héritiers de celle-ci. Evidemment, pour M. Demolombe, les frères et sœurs de la femme venant avec elle à la succession du père ne pourront exiger le rapport de cette dot que le père n'a pas donnée (1). Sans la constitution dotale pourtant elle ne l'aurait pas reçue, mais ce qu'elle a touché ne vient pas de son père : « Il ne suffit pas que l'héritier ait reçu « un avantage, dit M. Demolombe, ou qu'il ait fait un « profit quelconque pour être tenu de l'obligation de la « rapporter ; il faut qu'il ait reçu cet avantage ou ce profit du défunt, aux dépens du patrimoine du défunt ».

Enfin on a souvent comparé l'assurance sur la vie avec les valeurs à lots ou les loteries M. Boucher (2) critique cette comparaison et à juste titre quand il fait remarquer que l'assurance est faite en vue d'un capital

(1) Même sens, Baudry-Lacantinerie et Wahl, Successions, tome III n° 2751.

(2) Thèse Paris, p. 52 et s.

déterminé, que l'aléa n'existe que dans les versements à faire par l'assuré, tandis que l'achat d'une valeur à lots est fait moyennant un prix fixé suivant les cours et que les profits à retirer sont tout à fait incertains. On ne peut en effet mettre en regard l'une de l'autre l'assurance et la loterie que pour en faire ressortir surtout les différences. L'une repose sur des bases certaines, sur des calculs établis d'avance, l'autre est confiée au pur hasard ; l'une est une opération sérieuse et l'autre un jeu. Mais au point de vue du rapport à succession la comparaison ne paraît point choquante ; l'on raisonne, croyons-nous, d'une façon assez juste quand on fait remarquer que si c'est le prix d'achat de la valeur à lots qui est rapportable à la succession de l'acquéreur au profit d'un tiers, et non point le lot sorti ou la plus-value postérieure, de même ce doit être les primes payées et non point le capital assuré que le bénéficiaire d'une police d'assurance sur la vie doit rapporter à la succession du souscripteur. Quelle que soit en effet la façon dont on l'obtienne, le résultat final, à notre point de vue, est le même. Dans l'un et l'autre cas il n'y a pas égalité entre la somme versée (prix d'achat de la valeur à lots, du billet de loterie ou primes d'assurance) et la valeur reçue (lot ou capital assuré). Si c'est la somme déboursée qu'il faut rapporter dans un cas, pourquoi serait-ce la somme touchée dans l'autre ?

Il en est de même en matière de rapport fictif pour le calcul de la quotité disponible. Ce sont les biens dont

le de cujus a disposé (art. 922 C. civ.) qu'il faut reconstituer. C'est une partie de son patrimoine qu'il aurait dû réserver à ses héritiers directs, comme c'est ce même patrimoine que ses héritiers doivent se partager d'une façon égale entre eux. Nous nous refusons à suivre M. Claro (1) dans la distinction qu'il établit en ces termes : « Avec le rapport on veut égaliser la situation des divers successibles : il faut s'inquiéter de ce qui a pu entrer à titre gratuit dans le patrimoine de chacun d'eux, en matière d'assurance c'est le capital ; avec la réduction, on veut sauver la part des réservataires, il faut s'inquiéter de ce qui est sorti du patrimoine du défunt, en cas d'assurance ce sont les primes. »

C'est la situation des divers successibles que l'on doit égaliser non pas dans leur patrimoine respectif mais dans le partage du patrimoine du défunt.

Si c'est sur le montant de l'appauvrissement du donateur ou testateur que l'on doit faire porter le rapport, la discussion du problème est réduite à cette question : Le capital assuré est-il le montant de l'appauvrissement du souscripteur d'une police d'assurance sur la vie ; a-t-il fait partie de son patrimoine ?

La jurisprudence répond invariablement non depuis l'arrêt du 2 juillet 1884. Le droit au capital assuré n'a jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, il ne repose que sur la tête du bénéficiaire qui le reçoit jure proprio.

Ce principe, nous l'avons dit, n'a pas été admis sans

(1) Thèse Paris, 1893.

difficulté et la jurisprudence a été assez longue à abandonner son ancien système d'une offre suivie d'acceptation, lequel faisait entrer le capital assuré dans le patrimoine du souscripteur de la police. Seul les auteurs qui n'ont pu se dégager de cette idée n'ont pas suivi l'opinion des arrêts dans leurs nouvelles décisions.

La résistance s'est fait plus vivement sentir notamment en cas d'assurance mixte où l'assuré est appelé à recueillir le bénéfice s'il vit à l'échéance ; il a un droit personnel pensait-on et c'est ce droit qu'il transmet à sa mort. C'était méconnaître l'effet des modalités que comporte le contrat. L'assuré, par l'assurance mixte, n'a qu'un droit conditionnel, subordonné à l'événement incertain de son existence au terme ; la condition étant défaillie par sa mort, son droit est résolu et est censé n'avoir jamais existé tandis que celui du bénéficiaire, purement éventuel jusque-là, devient ferme à la date du contrat par l'effet de la rétroactivité de la condition suspensive à laquelle il était soumis.

Un autre obstacle a gêné parfois aussi l'essor de la jurisprudence. Toutes les polices d'assurance reconnaissent au souscripteur le droit de demander la réduction du contrat après un certain nombre d'années, de le racheter, d'en changer le bénéficiaire à son gré et quelques-unes, pour faciliter cette dernière opération, admettent la possibilité de l'endossement. Toutes ces facultés ont paru incompatibles avec la reconnaissance d'un droit propre au tiers. « N'est-il pas étrange, dit M. Labbé, (1) d'appe-

(1) S. 89-1-27.

ler acquis un droit dont le titulaire n'a pas connaissance, que le concédant peut révoquer *ad nutum*, dont le concédant s'arrange pour reculer l'acceptation, nous allions dire l'acquisition, jusqu'à sa mort.» A cela il faut répondre tout d'abord que les donations entre époux sont aussi révocables, ce qui n'empêche pas le survivant lors du premier décès, de tenir son droit à la date de la donation ; puis, avec M. Boistel, (1) que ces diverses facultés ne sont que des formes du droit de révocation lequel n'est pas particulier à l'assurance sur la vie mais à toute stipulation pour autrui (art. 1121 C. civ.). C'est ce qu'a reconnu la Cours de Cassation en jugeant que ces clauses prévoyant l'emprunt, le rachat, la transmission par voie d'endos « ne font pas tomber de plein droit le « capital assuré dans le patrimoine du preneur d'assurance et n'ont rien d'incompatible avec la stipulation « bien distincte au profit d'un bénéficiaire. » (2).

Enfin parfois encore le fait que le tiers n'avait été désigné que postérieurement à la police avait suffi à écarter l'application de l'art. 1121 C. civ. La jurisprudence regarde maintenant l'avenant comme faisant corps avec la police et elle reconnaît un droit propre *ab initio* au bénéficiaire qui s'y trouve indiqué alors même que primitivement la police ne portant pas de personnes déterminées était soumise à l'art. 1122 C. civ. (3).

(1) D. 89-2 130.

(2) Cass. Req., 22 juin 1891. S.-92-1-177.

(3) Cass., 7 janvier 1888, D. 83-1-118. En sens contraire cependant Paris, 18 décembre, 1895, D. 93-2-249, note Dupuich.

Mais les arrêts n'ont jamais expliqué comment ils étaient arrivés à cette reconnaissance du droit propre au bénéficiaire. M. Thaller s'en plaignait en 1888 (1) : « Nous « voudrions, disait-il, que la Magistrature Suprême se dé-
« cidât à nous dire comment s'est formée ainsi sur les
« flancs du patrimoine une valeur qui n'en fait pas
« partie ».

Elle se contente de dire que c'est par application de l'art. 1121 C. civ. Voici l'explication que donne M. Dupuich (2) et qui semble communément admise (3) : « La « stipulation pour autrui n'est une exception de notre
« droit, comme le dit l'art. 1165, que parce que la créance
« qui en résulte est directement acquise non pas au con-
« tractant, ainsi que le voudrait le droit commun mais
« au bénéficiaire étranger au contrat. » Le droit commun
voudrait que la convention ne produisit d'abord ses effets
qu'entre les parties contractantes, celle qui est créancière
dispose ensuite à son gré de ce qui lui appartient ; l'except-
tion c'est l'art. 1121 C. civ. qui permet d'éliminer l'in-
termédiaire et fait naître le profit de la convention direc-
tement dans le patrimoine du tiers. Il en doit être ainsi
pour que cet article soit une exception, et il doit en être
une puisque l'art. 1165 C. civ. prend la peine de nous
le dire.

La jurisprudence est devenue unanime à soustraire
des règles du rapport et de la réduction le capital assuré

(1) Annales de droit commercial, année 1888, 2^e partie, p. 195.

(2) Dupuich, op. cit., p. 33, n° 14 et note dans Journal de Droit sous
Cours de Paris, 23 juin 1898.

(3) Cf Lefert op. cit., t. II, p. 225, note 1.

au profit d'un cohéritier ou d'un tiers parce que « ce capital n'a jamais fait partie du patrimoine du souscripteur de la police, » et cette phrase se retrouve à chaque page dans les auteurs eux-mêmes.

Si plausible que paraisse cette raison, elle a soulevé néanmoins quelques objections. Les partisans du rapport du capital n'ont pas manqué de faire remarquer (1) que la renonciation à une succession faite gratuitement en vue d'avantager un successible est soumise au rapport, et que cependant aux termes de l'art. 785 C.civ. « le renonçant est censé n'avoir jamais été héritier » ; elle produit aussi un effet rétroactif, cependant rien n'est sorti du patrimoine. Il en est de même de la renonciation à un usufruit faite dans les mêmes conditions.

C'est M. Wahl (2) qui a trouvé réponse à cette critique : « Le capital assuré n'est sujet ni à rapport ni à réduction parce que non seulement il n'a jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, mais l'assuré ne l'a jamais fait acquérir au tiers bénéficiaire ». Il n'est pas suffisant de répéter avec la jurisprudence et la doctrine que le capital assuré n'est pas rapportable parce qu'il ne prend nécessairement naissance qu'à la mort de l'assuré et ne fait pas partie de son patrimoine. Notre éminent Maître reconnaît en effet « que le rapport et la réduction ne portent pas seulement sur les valeurs qui quittent le patrimoine du donateur pour entrer dans celui du

(1) Vigié, loc. cit.; Champcommunal, *Pand. fr.*, 1899-2-130.

(2) S. 1900-2-1 et loc.cit., p. 29, n° 11.

« donataire ; ils portent aussi sur les valeurs que par le
 « fait libéral du défunt, un héritier ou un tiers a ac-
 « quis » (1).

Il n'y a pas une simple abstention, un simple manque à gagner, comme dit M. Boistel, de la part de l'héritier qui renonce à une succession ou de l'usufruitier qui renonce à un usufruit, il y a un fait, un acte, et c'est cet acte qui l'appauvrit, puisque, s'il ne l'avait pas accompli, les biens seraient entrés définitivement dans son patrimoine. En matière d'assurance au contraire, dit encore M. Wahl : « l'assuré ne s'est ni directement, ni indirectement dépouillé du capital, il n'a pas davantage
 « négligé de l'acquérir ; il n'a versé à l'assureur que les
 « primes, l'assureur les a fait fructifier à son profit et
 « en a fait la base d'une opération qui suivant les hasards
 « de l'avenir — l'échéance plus ou moins lointaine du
 « capital par la mort de l'assuré — devait être pour lui
 « la source d'un profit ou d'une perte (2) ».

Ainsi le véritable créateur de l'assurance, c'est l'assureur et non l'assuré. Si le contrat n'avait pas eu lieu, ce n'est pas le capital assuré qu'on aurait trouvé dans la succession du souscripteur de la police mais seulement le montant des primes qu'il a versées librement et non pas « à titre de dettes dont il était tenu » (3) afin que la Compagnie puisse former elle-même le capital

(1) S. 1900-2-1.

(2) S. 1900-2-1.

(3) Vigié, loc. cit. Dans le même sens, Dehaut, Gazette du palais, 8 janvier 1908.

avec le concours des versements faits par les autres assurés. De cette formation il n'est pas l'auteur, et comme d'autre part, ce n'est pas pour lui qu'elle est opérée, le produit en reste hors de ses biens. A l'inverse de ce qui se passe dans la renonciation à une succession où c'est l'acte de l'héritier qui fait dévier du chemin de son patrimoine des biens qui lui sont destinés, dans l'assurance il faudrait un acte de l'assuré pour qu'il acquit le capital, et, en s'abstenant de le faire, il ne s'appauvrit pas plus qu'en refusant de prendre part à une combinaison lucrative quelconque.

De cette étude nous croyons maintenant pouvoir conclure que le bénéficiaire d'une police d'assurance sur la vie ne doit pas à ses cohéritiers ou aux réservataires du souscripteur le rapport du capital assuré parce que, d'une part, il n'a pas acquis ce capital du de cujus lequel par conséquent ne s'en est pas dépouillé en sa faveur ; et que, d'autre part, c'est l'appauvrissement de l'auteur de la libéralité que la loi, dans son esprit tout au moins sinon dans un texte formel, nous invite à prendre en considération pour déterminer le montant du rapport réel ou fictif.

CHAPITRE III

DU RAPPORT DES PRIMES

L'idée du rapport des primes n'est pas nouvelle. Bien qu'elle n'ait été adoptée par la Cour de Cassation que depuis deux ans, on avait vu maintes fois auparavant les Cours d'appel et les Tribunaux, s'en préoccuper et l'admettre, surtout depuis l'arrêt de 1896, lequel tout en rejetant le rapport du capital ne s'était pas cependant prononcé relativement aux primes.

Les auteurs naturellement en ont parlé depuis longtemps : les plus anciens en majorité pour la rejeter, et, parmi les plus récents, les uns pour orienter vers elle la jurisprudence, les autres, partisans convaincus du rapport du capital, pour crier gare aux magistrats qui selon eux se laissaient entraîner dans un abîme, celui où l'on trouverait les primes dispensées à leur tour du rapport après le capital.

Mais les premiers qui ont agité la question et surtout qui l'ont préconisée furent peut-être les intéressés, les plaideurs, qui s'en faisaient une arme défensive, un argument de dernière ressource contre le rapport du capital qu'on exigeait d'eux. On en trouve trace dans les plus anciens procès.

En réalité le problème du rapport du capital et celui du rapport des primes sont frères jumeaux, mais ils ne pouvaient se développer ensemble, étant nés frères ennemis. L'ancienne théorie de la jurisprudence sur la stipulation pour autrui aboutissait nécessairement au rapport du capital. Il fallait donc tout d'abord commencer par renverser ce système, ce qui eut lieu en 1884. Mais cette chute, nous le savons, n'entraîna pas avec elle tout l'édifice. Il se maintint en partie, tant bien que mal, au milieu de ses ruines et les plus habiles constructeurs ne parvinrent pas à lui façonner de nouvelles assises. Ils durent assister à son anéantissement et voir s'élever à sa place sur d'autres bases juridiques le système du rapport des primes, réel ou fictif, que nous allons étudier maintenant.

Faire rapporter les primes, mais c'est insensé, ont pensé certains auteurs : « Prétendre faire apporter les
« sommes reçues par un tiers qui les a transformées,
« sommes dont il ne s'est pas enrichi, c'est une anomalie
« difficile à comprendre. . . Au nom des principes juridi-
« ques, au nom de la logique, l'on ne peut pas faire rap-
« porter à une personne ce qu'elle n'a pas reçu, tantôt
« plus, tantôt moins, d'après les circonstances (1) ».

Plus simplement on veut dire par là que les primes ne sont pas rapportables parce qu'elles ne sont pas données au bénéficiaire. Mais c'est prétendre que le rapport

(1) Badon Pascal. *Journal des assurances*, 1900, p. 173. — Dans le même sens, Planiol, D 93-1-401.

n'est dû que s'il y a transmission directe ou tout au moins si l'intermédiaire n'a pas dénaturé l'objet remis, ne lui a pas fait subir de transformation substantielle avant que le donataire ne l'obtienne. Le Code n'exige point cela et si la chose reçue est l'œuvre de l'assureur, il n'en reste pas moins vrai que le versement des primes était la condition *sine qua non* de cette création, qu'elles sont sorties du patrimoine du souscripteur et que par conséquent il s'en est bien appauvri.

C'est cette dernière assertion qui n'est pas toujours admise et la négation en constitue l'argument le plus souvent employé contre le rapport des primes. Non, dit-on, le versement des primes n'appauvrit pas le souscripteur quand il les prélève sur les revenus, on va même plus loin : les primes sont toujours prises sur les revenus et ne constituent donc jamais un appauvrissement (1). Pourquoi ? c'est l'esprit du Code et à juste titre : les revenus sont destinés à être dépensés.

Prenons d'abord les textes invoqués pour établir que les libéralités prises sur les revenus sont par elles-mêmes dispensées du rapport ; nous examinerons ensuite le principe... d'économie dont on veut flanquer ce prétendu axiome.

Ce sont les art. 852, 856 et 928 C. civ. qui ont servi de pivot à la théorie dont nous parlons.

(1) Couteau. *Traité des assurances sur la vie*, tome II, p. 543 et s. — Herbault, *Traité des assurances sur la vie*, p. 228. Naquet, note S.89-2-17. Boistel, note D. 84-2-155. De Caqueray, *Revue pratique*, tome XVI, p. 203. Lefort, *op. cit.*, tome II, p. 341.

L'art. 852 dispense du rapport les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage etc.; c'est parce que ces dépenses sont prises sur les revenus. Mais ce motif comme fait remarquer M. Planiol « est une nouveauté dans notre droit. » (1) Pothier (2) ne parle que des dépenses de ce genre faites par les parents dans l'intérêt de leurs enfants; elles étaient alors regardées plutôt comme des charges que comme des libéralités. Les parents en les faisant remplissent une obligation, celle de subvenir à l'entretien des enfants et cette raison était valable à cette époque où le rapport n'avait lieu qu'en ligne directe. Elle n'a plus paru adéquate sous le régime du C. civ. qui établit le rapport même dans les lignes collatérales dont les représentants n'ont pas les mêmes devoirs les uns envers les autres. Il fallait donner un autre fondement aux dispositions de l'art. 852 C. civ.; on n'a rien trouvé mieux que de dire qu'elles visaient des dépenses prises sur les revenus. C'est une explication venue après coup et qui n'était pas dans la pensée des auteurs du Code lesquels se sont contentés de copier Pothier. Elle est si peu vraie que, même si ces dépenses sont prélevées sur les capitaux, elles ne donnent pas lieu au rapport et que, par contre, les dépenses faites pour l'établissement d'un des cohéritiers ou le paiement de ses dettes (art. 851 C. civ.) seraient rapportables alors même que les frais qu'elles auraient entraînés eussent

(1) Op. cit., t. III, n° 2263.

(2) Successions. Ch. IV.

été pris sur les simples revenus. Ubi lex non distinguit... Tel est l'avis de la jurisprudence et de la doctrine.

M. Demante qui explique les art. précités de la façon commune ajoute cependant : « Quoiqu'il en soit, la « cause que j'assigne aux exceptions contenues dans « l'art. 852 n'autorise pas à étendre ces exceptions à « toutes autres dépenses qui de fait n'auraient pas été « prises sur les revenus, ni à en refuser le bénéfice à « celles qui, comprises dans l'art. 852, auraient pourtant « été acquittées sur le capital(1). »

Les art. 856 et 928 C. civ. qui s'occupent des fruits des choses données et n'exigent jamais la restitution de ceux perçus avant le décès du donateur, n'apportent aucun appui à la thèse que nous combattons : ils parlent des revenus des biens donnés et non pas des choses prises sur les revenus du donateur, ce qui est tout différent. Or dans l'assurance sur la vie, il ne s'agit pas de faire restituer le revenu des primes, mais les primes elles-mêmes, les valeurs données. Enfin l'art. 1527 C. civ. qu'a invoqué encore M. de Caqueray (2) est relatif au partage des sommes inégales apportées à la communauté par chacun des époux, il n'a rien de commun avec les libéralités.

En tous les cas ces articles invoqués sont des exceptions qu'il ne faut pas étendre ; si toutes les libéralités prises sur les revenus devaient être dispensées du rapport

(1) Cours analytique de Code Civil, tome III, n° 188 bis.

(2) Revue pratique, tome 16, p. 203 et s.

ou de la réduction, il faudrait des textes formels pour l'établir.

Nous croyons cependant qu'il y en a qui semblent montrer que le législateur ne fait pas toujours fi des revenus. M. Boistel (1) observe que l'art. 439 C. com. oblige le failli à faire figurer dans son bilan « le tableau des profits et pertes, le tableau des dépenses » ; il peut être déclaré banqueroutier si ses dépenses personnelles ou les dépenses de sa maison sont jugées excessives (art. 585, C. com.), sans distinguer si elles ont entamé ou non les capitaux ; la faillite le dessaisit même de l'administration de ses biens. Pourquoi toutes ses mesures ? Si les revenus étaient destinés à être dépensés pourquoi le failli devrait-il en tenir compte ? Et, sans aller chercher des exemples dans la législation spéciale à la faillite, est-ce que la loi n'autorise pas dans une certaine mesure la saisie des plus modestes revenus, le salaire des employés et ouvriers ? (Loi du 12 janvier 1895). Qu'on ne nous oppose pas qu'il s'agit là de dettes et que le législateur impose toujours l'obligation de les payer ; en matière de réduction tout au moins il est aussi sévère et les réservataires sont aussi intéressants à ses yeux que les créanciers.

Fausse au point de vue juridique, la thèse que nous critiquons ne nous paraît pas l'être moins au point de vue économique et serait capable d'entraîner les plus funestes conséquences. C'est une entrave au progrès des

(1) D. 89-2-153.

fortunes, c'est même leur anéantissement car les revenus qui sont le produit des capitaux en sont également la source. Non, un père de famille ne doit pas dépenser ses revenus mais chercher à les faire fructifier et à augmenter le patrimoine laissé par ses ancêtres, afin que ses enfants, après l'avoir partagé entre eux, en obtiennent une part leur permettant de se maintenir dans une situation honorable. Si rien légalement ne peut contraindre un homme à être économe ni l'empêcher de dissiper ses revenus, il ne faut pas dire cependant que ces revenus soient destinés à cela. Et on n'arriverait pas sans doute facilement à faire comprendre une pareille doctrine à l'homme prévoyant qui s'assure. La plupart des assurés disent des primes qu'ils paient que c'est de l'argent placé, nous ne discuterons pas encore l'exactitude de cette expression, mais elle démontre que ces sommes n'étaient pas destinées par l'assuré à la dissipation et qu'à défaut de ce genre de placement il en aurait choisi un autre ; et, lorsqu'il vient d'effectuer un versement, si on allait lui dire que ces fonds mis par lui de côté n'ont pas laissé un vide bien appréciable dans sa caisse ; qu'en définitive il ne s'en apercevra guère car il les aurait gaspillés autrement, sans doute il serait quelque peu étonné.

« Dire que les revenus sont destinés à être dépensés, « dit M. Charmont, et qu'en les consommant on ne « s'appauvrit pas, est faux au point de vue économique.

Un capitaliste prudent ne doit pas suivre cette doctrine (1) ».

La distinction que l'on veut établir entre les libéralités prises sur les revenus et celles prises sur le capital conduirait pour les primes d'assurance à des difficultés inextricables et à des solutions injustes. Comment établir que telle prime a été prise sur les fruits du patrimoine et telle autre sur le patrimoine lui-même ? Il peut arriver que, dans un moment difficile, un assuré consacrant ordinairement à ses primes une partie de son revenu annuel, préfère entamer son capital que de faire réduire ou annuler sa police. Quoi qu'en pense M. Thaller, (2) le fait n'est pas rare d'une libération en un seul versement de tout ou partie des primes pour lequel le capital a dû être utilisé. Est-ce que pour cette assurance le rapport sera obligatoire parce qu'il y a eu prélèvement sur les capitaux, tandis que pour cette autre, entretenue par des versements périodiques il n'en sera pas question sous prétexte que les revenus seuls ont été employés ? Si l'on veut bien imaginer ces deux cas réunis chez un même assuré dont chaque police sera au profit d'un enfant différent, on voit de là l'inégalité injuste créée entre ces enfants.

Très fréquemment on lit dans les jugements et arrêts que les primes peuvent donner lieu à rapport « suivant les circonstances ».

(1) *Revue critique*, 1902, p. 7.

(2) *Annales de droit commercial*, année 1838, 2^e partie, p. 195.

Est-ce par application de la théorie que nous critiquons ? Nous verrons plus tard comment nous croyons devoir comprendre cette formule, mais nous pouvons dès maintenant montrer qu'elle ne vise pas la distinction entre les primes prélevées sur les revenus et les primes prises sur le capital. La Cour Suprême n'entre pas dans cette voie et elle a exposé en termes formels son opinion dans un arrêt de la Chambre des Requêtes du 13 avril 1899 : « Aucun texte, dit-elle, ne « dispense de rapporter les libéralités faites sur les « revenus lorsqu'elles ne peuvent se rattacher à aucun « des cas prévus par l'art. 852 C. civ., c'est la cause « et la nature de la dépense et non l'origine des fonds « qui ont été employés qu'il faut considérer pour savoir « si elle est rapportable (1) ». Une affirmation aussi catégorique ne laisse guère d'espoir de succès aux Cours d'appel qui voudraient tenter une opposition quelconque.

Ainsi, pour que les primes payés à l'aide de revenus fussent dispensées de rapport, elles devraient pouvoir rentrer dans le cadre de l'art. 852 C. civ. Ce n'est peut-être pas toujours impossible, mais avant d'examiner la question il y a une situation, fâcheuse au premier chef, à envisager que l'on reproche de faire naître, à ceux qui ne veulent pas soustraire au rapport les libéralités prises sur les revenus. La voici :

Un père a constitué à un de ses enfants une dot en

(1) D. 1901-1-233.

capital d'un revenu annuel de 5.000 fr., à un autre il s'est engagé à servir une rente annuelle de 5.000 fr. Le père meurt au bout de vingt ans. Le premier enfant rapporte le capital et en conserve les revenus soit 100.000 fr., si l'autre rapporte les arrérages touchés il rapporte 100.000 fr. et ne profite de rien. Ce ne serait pas juste en effet. Mais les partisans de la théorie que l'on veut ainsi combattre dans ses conséquences, soi-disant, ne se laissent pas aller à la confusion dans laquelle essaient de les entraîner leurs adversaires. Ils disent comme eux : « Si l'on met en présence le donataire d'une somme et le donataire des revenus d'une somme égale, il est inadmissible que dans la volonté du disposant, le premier étant dispensé du rapport, le second y soit assujetti (1). » Il faut faire une distinction entre la donation faite à titre de fruits, de revenus pour le donataire, laquelle n'est pas rapportable, et la donation d'une chose prise sur les revenus du donateur, laquelle est soumise au rapport. Dans l'exemple précédent, le second enfant ne rapportera pas les arrérages qui lui ont servi de revenus à lui : « l'héritier est dispensé de rapporter les arrérages des rentes perpétuelles qui lui sont données (2) ». Par contre le premier enfant rapporterait sa dot même si, versée en plusieurs fois, elle n'avait pas été distraite des capitaux du père : « si les fruits sont donnés en paiement et pour exécuter une

(1) Baudry Lacantinerie et Wahl. Succession, tome III, n° 2828.

(2) Baudry Lacantinerie et Wahl. Op. cit., tome III, n° 2821.

« donation faite en capital, ils sont rapportables (1). »

A côté des auteurs exemptant du rapport les primes prélevées sur les revenus, il convient de placer ceux qui, sans rejeter cette doctrine, proposent une solution moins absolue et, pensent-ils, mieux d'accord avec la théorie du contrat d'assurance.

« En admettant, dit M. Thaller. (2), que les primes « forment un avantage direct sujet à rapport, cela ne serait « vrai que pour celles de ces primes qui ont réellement « constitué la somme assurée. » Ce n'est pas leur total qui forme le montant du capital. Les primes ne sont pas capitalisées. Chaque versement annuel sert à régler les sinistres de l'année en cours, et, par conséquent, dans le capital touché par le bénéficiaire il y a en réalité la valeur des primes versées par d'autres assurés et une portion infime fournie par le décédé. M. Thaller en conclut : « D'une part, le bénéficiaire ne doit rien rap-
« porter du chef des assurés autres que le souscripteur de
« sa propre police. D'autre part, il ne doit à la famille du
« souscripteur que le rapport de la prime de la dernière
« année ; car c'est de cette prime-là seulement qu'on
« peut dire qu'il y a eu appauvrissement du souscrip-
« teur pour alimenter la valeur effective que le béné-
« ficiaire recueille (3) ».

On a reproché à cette théorie de faire dépen-

(1) Baudry Lacantinerie et Wahl Op. cit., tome III, n° 2330.

(2) La Réforme Sociale, 1897, 2^{me} semestre, p. 893, en note.

(3) Loc. cit.

dre la somme rapportée par le bénéficiaire de circonstances qui lui sont tout à fait étrangères : elle dépendra notamment des avantages que l'assuré pouvait retirer lui-même ; ainsi la prime sera plus forte dans le cas d'assurance dite mixte que dans celui d'assurance vie entière. Dans le premier l'assuré est appelé à toucher le capital s'il vit à une époque déterminée : dans le second cette possibilité n'existe pas, le capital n'étant payable qu'à son décès. Mais le vice de ce système apparaît surtout lorsqu'il y a eu versement d'une prime unique : le décès survient-il dans l'année, cette prime unique est rapportable ; l'assuré ne décède-t-il que postérieurement, point de rapport, puisque rien n'a été versé cette année-là.

Enfin, si l'on veut tenir compte du mécanisme de l'assurance, faut-il alors le faire d'une façon exacte et complète. Nous avons eu l'occasion de dire que, sur les premières primes, la Compagnie prélevait une part pour constituer une réserve destinée à fournir le complément aux primes suivantes devenues trop faibles à partir d'une certaine époque. Cette réserve n'est pas une quantité négligeable.

C'est pour cela qu'une autre théorie donne pour base au rapport la valeur de rachat de la police au moment du décès (1). On appelle ainsi la somme que verserait la Compagnie à une époque donnée à un assuré qui voudrait résilier son contrat ; c'est la restitution de la

(1) de Courcy — Précis de l'assurance sur la Vie, p. 166. — Chaisemartin. Thèse. Paris, p. 79 et s. ; Cosmao-Dumanoir, Thèse, Paris. p. 144.

réserve moins une certaine retenue. La Compagnie rend ce qu'elle a demandé en trop pour couvrir les risques futurs : il n'y en aura plus après la cessation de l'assurance. Cette valeur de rachat à laquelle a droit l'assuré, qui fait partie de son patrimoine, calculée au jour du décès représenterait donc exactement le montant de son appauvrissement, puisque c'est à cette date qu'il faut évaluer le montant de la libéralité.

Pour réfuter cette opinion on a bien dit qu'il était impossible de considérer la valeur de rachat d'une police précisément au moment où elle n'en a plus, où elle n'a d'autre valeur que celle du capital souscrit. Cet argument n'est pas excellent : Un cohéritier à qui le de cujus aurait abandonné un usufruit reposant sur sa tête (à lui, de cujus) devrait en tenir compte à ses cohéritiers et aux réservataires et cependant cet usufruit n'a plus de valeur lors du décès, il s'éteint nécessairement. Ce n'est donc pas parce que la valeur de rachat disparaît en quelque sorte après le décès qu'on ne doit pas la prendre en considération, malgré cela il ne nous paraît pas très équitable d'en faire l'objet du rapport.

L'assuré qui aurait racheté sa police le jour de son décès, n'aurait reçu qu'une certaine somme ; est-ce bien celle-ci qui constitue seulement son appauvrissement ? C'est le trop perçu par la Compagnie, ce n'est pas tout ce qu'elle a perçu, si le reste ne lui avait pas été versé il n'y aurait pas eu d'assurance possible et ce reste, il nous semble, a bien appauvri le souscripteur. Chaque année

il a payé une prime ; une partie en a été employée par la Compagnie à régler des sinistres ; il savait que cette portion consommée au fur et à mesure ne pourrait jamais lui être remise, mais il acceptait ces conditions au profit du bénéficiaire. Que la Compagnie ait utilisé les sommes à elles confiées de quelque façon que ce soit, ce n'est pas parce qu'elle ne proposait à l'assuré de ne lui en restituer qu'une quotité que le tiers n'a pas bénéficié de la totalité. Il est en outre intéressant de faire remarquer que la Compagnie ne reconnaît de valeur de rachat à une police qu'après le versement d'un certain nombre de primes (généralement trois primes annuelles), si l'assuré vient à décéder auparavant, sur quoi établir le rapport ? N'y en aurait-il point ? Nous ne croyons pas bien exact de dire qu'il y a, à la mort de l'assuré, donation de la valeur de rachat au bénéficiaire ; il y a seulement pour celui-ci un droit propre au capital et ce droit n'a pu naître que par les libéralités successives du défunt.

Ces différentes opinions sur le rapport des primes sont toutes marquées par la tendance à les soustraire au droit commun. Nous savons que ce mouvement avait été prévu par certains auteurs qui s'en alarmaient, mais la plupart au contraire le préparaient et en souhaitaient le succès comme devant donner un résultat plus propice à une institution éminemment bienfaisante et plus conforme à la volonté du souscripteur de la police.

Nous retenons cette dernière considération et nous allons nous y arrêter car elle nous paraît de tout pre-

mier ordre : il faut rechercher la volonté du stipulant et la respecter autant que possible.

Mais ici nous sommes obligés de diviser notre étude et d'examiner séparément l'hypothèse du rapport réel dû aux cohéritiers et l'hypothèse du rapport fictif dû aux réservataires pour le calcul de leur réserve.

Rapport réel. — L'art. 843 qui le domine, pose en principe que « tout héritier venant à une succession doit « rapporter ce qu'il a reçu du défunt par donation entre « vifs directement ou indirectement : il ne peut retenir « les dons à lui faits par le défunt, à moins qu'ils ne lui « aient été faits expressément par préciput ou hors part, « ou avec dispense de rapport ».

La règle c'est l'obligation au rapport ; le défunt peut en dégager son héritier, sa volonté joue un rôle prépondérant mais à condition qu'elle soit manifestée d'une façon expresse.

Dans une police d'assurance sur la vie souscrite à titre gratuit au profit d'un tiers déterminé, il n'est jamais question des relations que pourront entraîner le contrat entre le bénéficiaire et les héritiers du souscripteur. Doit-il en résulter que la volonté du défunt n'étant pas exprimée, il n'y a pas lieu de s'en préoccuper et qu'il faut purement et simplement appliquer le principe du rapport ? Il serait utile auparavant de savoir s'il est indispensable que la volonté du donataire soit, dans tous les cas de libéralités, expressément manifestée.

Il en est un, tout au moins, où cette condition n'est pas exigée par la jurisprudence ni la doctrine, c'est celui d'une donation déguisée.

Bon nombre d'auteurs ont même voulu l'exempter de plein droit du rapport par le simple fait qu'elle est déguisée, tout comme un legs s'en trouve dispensé par sa seule qualité de libéralité testamentaire. Ils ont invoqué pour cela l'art. 918, C. civ. qui pour un cas particulier de donation déguisée supprime le rapport ; ils ont surtout fait valoir que le déguisement a justement pour but de l'éviter et encore que le contrat étant valable doit être traité suivant son apparence c'est-à-dire comme contrat onéreux.

La jurisprudence n'a pas suivi ce système auquel on reproche d'invoquer un texte d'exception en matière de réduction et de poser comme évidente cette idée que le déguisement visait le rapport. Il pouvait tout aussi bien et même mieux être dicté par le souci d'éviter des droits de mutation où les frais d'une donation. La Cour de Cassation admet que « les juges de fonds ont un pouvoir « discrétionnaire pour décider, d'après les faits de la cause « et l'intention du donateur, si une libéralité déguisée « sous la forme d'un contrat onéreux a été dispensée du « rapport (1). » Elle examine donc l'acte d'après « la volonté des parties et non d'après son apparence (2) », cette volonté est prise en considération en dehors de toute manifestation, et, en effet, on ne peut pour la donation dé-

(1) Cass. Réc., 4 novembre 1885. S. 88-1-455,

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl, op. cit., t. III, n° 2778.

guisée « exiger une dispense expresse de rapport puisque
« le donateur, en édictant cette dispense, ferait apparaî-
« tre la libéralité et que la donation cesserait ainsi
« d'être déguisée (1) ».

Nous n'avons pas exposé les règles suivies pour les donations déguisées afin d'assimiler à celles-ci le contrat d'assurance sur la vie. Le contrat d'assurance sur la vie n'est pas une donation déguisée ; il ne renferme en lui rien qui n'apparaisse ouvertement. Il indique l'engagement que prend la Compagnie de verser un capital sous la condition que le souscripteur lui paie une prime convenue. On ne cherche pas généralement à faire croire que le contrat est onéreux entre le bénéficiaire et l'assuré. Ce serait facile, il suffirait d'inscrire que le capital est attribué au tiers moyennant un prix payé par lui ou en garantie de sommes à lui dûes, tandis qu'en réalité il n'est ni acheteur ni créancier. Mais il faut prendre le contrat tel qu'il est fait habituellement ; on ne dissimule pas que le bénéficiaire reçoit sans contre-partie le capital assuré. (Nous n'examinons que le contrat gratuit, le seul qu'intéressent les règles du rapport).

S'il n'est pas contraire à l'esprit de la loi d'examiner l'intention du donateur qui a caché la nature véritable de son acte, comme il lui était permis de le faire, ne pourrait-on pas, dans un contrat d'assurance sur la vie, prendre également en considération cette volonté qui n'avait pas à se manifester autrement dans un acte valable en lui-

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl *op. cit.*, t III n° 2790.

même, la stipulation pour autrui ? « Si la dispense de « rapport doit être en principe exprimée, c'est que la libéralité elle-même doit être expresse et que la dispense de « rapport constitue un complément de cette libéralité ; « donc, dans tous les cas où la libéralité n'est plus expresse, la dispense de rapport n'a plus besoin de l'être (1) ». Les auteurs ajoutent : « et c'est précisément le cas dans les donations déguisées » ; on peut dire également : et c'est précisément le cas dans la stipulation pour autrui et par suite dans le contrat d'assurance sur la vie.

Il est une autre catégorie de libéralités entre vifs où la dispense expresse de rapport n'est pas non plus exigée, nous voulons dire les dons manuels. Nous en parlons ici parce qu'ils ont servi d'argument contre le rapport des primes : Quand une personne souscrit une police d'assurance au profit d'un tiers et effectue chaque année le paiement des primes à la Compagnie les choses se passent comme si c'était le tiers qui avait contracté à son profit sur la tête du souscripteur, et que celui-ci lui ait remis chaque année le montant des primes. Il y aurait une série de dons manuels qui devraient être dispensés de rapport.

C'est là qu'est l'erreur. Les dons manuels ne sont, pas plus que les donations déguisées, dispensés par eux-mêmes du rapport, il n'y a parmi eux que les présents d'usage qui le soient (art. 852 C. civ.) et il est difficile d'y comprendre les primes d'assurances. Mais la dispense peut encore être tacite ; le juge l'induera des

(1) Baudry-Lacantinerie et Wahl, op. cit., t. III, n° 790.

circonstances car vouloir une dispense expresse serait demander un acte écrit : il ne faut pas se montrer plus exigeant que la loi qui valide ces donations par la simple tradition des objets donnés.

Mais au fait l'art. 852 C. civ. ne pourrait-il pas, si l'on veut s'appuyer sur un texte particulier, être utilisé parfois pour motiver une dispense de rapport ? Lorsqu'un père souscrit une police d'assurance au profit d'un jeune enfant, les primes ressemblent bien un peu aux frais d'éducation. Le but du contractant est d'assurer des ressources permettant d'élever cet enfant, pourquoi ne pas l'interpréter ainsi ? Certains auteurs diront qu'il y a un contrat d'indemnité passé en vertu d'une obligation et par conséquent onéreux ; nous dirons qu'il y a une libéralité émanant du père qui n'a plus d'obligation post mortem envers ses enfants, ou, si ce n'est pas le père qui souscrit l'assurance, d'une personne qui n'a jamais eu d'obligation envers le bénéficiaire, et libéralité non rapportable comme tous les frais d'éducation sans distinction entre les personnes qui s'en chargent

Nous nous hâtons de reconnaître que cette explication ne conviendrait qu'à des cas tout à fait particuliers et que la seule interprétation de la volonté du souscripteur suffit à résoudre la difficulté dans toutes les hypothèses, et à accorder ainsi la dispense de rapport dans la plupart. En effet, parmi les dispositions à titre gratuit, seules les donations proprement dites et les testaments sont des actes solennels où l'intention libérale doit être

exprimée, et depuis la loi du 24 mars 1898 ce n'est plus que dans les donations entre vifs que la dispense de rapport constitue encore une clause accessoire mais solennelle. Or la stipulation pour autrui qui n'est pas un testament (1), n'est pas non plus une donation entre vifs. Il est pourtant permis d'en user malgré la restriction de l'art. 893, C. civ.; le Code lui-même semble la distinguer nettement de la donation lorsqu'il dit, dans l'art. 1121, qu'elle est valable quand elle est la condition d'une donation que l'on fait à un autre. Il en reconnaît ainsi la validité sans l'assujettir à aucune forme, prenons-la donc telle qu'elle est, sans chercher à lui appliquer des règles édictées pour des actes qui n'ont rien de commun avec elle, et même quand elle se présente à nous dans l'assurance sur la vie. « En un mot, dit fort justement M. Wahl, l'assurance sur la vie est un contrat neutre qui, comme la remise de dettes ou le cautionnement, ne rentre pas dans la distinction des contrats onéreux et gratuits. Ce serait lui enlever cette neutralité que d'obliger l'assuré à dispenser expressément du rapport le tiers bénéficiaire pour lequel il stipule gratuitement. Ce serait transformer l'assurance sur la vie en une donation, c'est-à-dire en un contrat différent » (2).

Et nous, pour résumer ces développements, nous ajouterons avec notre éminent Maître que « l'art. 843 relatif

(1) Labbé, dans S., 77-1-393 admettait cependant l'idée d'un legs ou d'un fidéicommiss dans le système de l'offre lorsque l'on validait l'acceptation survenue après la mort du contractant.

(2) Loc. cit., n° 29.

aux dispenses de rapport ne s'applique pas aux stipulations pour autrui et particulièrement aux assurances sur la vie qui ne rentrent dans aucune des deux classes (1) ».

Mais un assuré qui voudrait faire inscrire dans sa police que le bénéficiaire n'aura rien à rapporter à sa succession du chef des versements effectués à la Compagnie ne prendrait peut-être pas une précaution inutile. Il mettrait obstacle à toute discussion : les tribunaux n'auraient pas à intervenir pour rechercher quelle était sa volonté, elle apparaîtrait d'une façon certaine dans les termes mêmes du contrat. Il n'y aurait pas là une donation entre vifs nulle comme dépourvue des formes solennelles exigées par la loi ; cette clause n'enlèverait pas au contrat d'assurance sur la vie son caractère propre de stipulation pour autrui. De ce que l'intention libérale n'a pas besoin d'y être manifestée, il ne faut pas déduire qu'elle ne puisse pas l'être ; et, si l'on voulait séparer la stipulation proprement dite de la libéralité relative aux primes, cette libéralité devrait encore être dispensée de toute forme comme renfermée dans le contrat onéreux passé entre l'assuré et la Compagnie (art. 973, C. civ.)

Et s'il est équitable de s'en tenir à la volonté du souscripteur de la police nous devons faire remarquer que presque toujours il aura eu l'intention de dispenser du rapport. La plupart du temps le rapport rendrait inefficace l'acte de prévoyance. Les primes ne sont pas des sommes négligeables et, quand le bénéficiaire les aura

(1) Loc. cit. n° 33.

distraites du capital touché le profit net ne sera parfois pas très grand. Or il est infiniment plus probable que le but poursuivi était tout autre. L'avantage voulu avait pour mesure le capital lui-même.

Le contractant n'aura pas toujours cherché par là à établir une inégalité parmi ses cohéritiers, mais souvent au contraire à faire disparaître celle qui existe entre eux. Alors même que ses intentions ne seraient pas guidées par des motifs aussi louables, il avait le droit d'agir comme bon lui semblait par donation entre vifs ou par testament, il n'y a pas de raison pour que l'assurance sur la vie ne lui laisse pas la même latitude et c'est pourquoi nous rejetons la distinction de M. Dupuich (1) pour qui les primes seraient rapportables quand l'assuré avait été poussé par la « préférence d'un enfant » ou le désir de créer « une situation brillante à la femme. »

Il s'agit simplement de savoir si le souscripteur a eu l'intention de dispenser du rapport, (les circonstances, comme dit la jurisprudence, éclairciront ce point), le motif de sa volonté est en dehors de la question. Tant qu'il n'a pas dépassé les limites que la loi a posées dans la quotité disponible, il faut lui laisser sa liberté d'action.

Rapport fictif. — Mais il existe des limites. La volonté du contractant, souveraine maîtresse de ses actes dans le champ que lui abandonne la loi, se trouve arrêtée par une barrière qu'elle n'a pas le droit de franchir. Elle

(1) D. 1900-2-489.

devient alors impuissante et rien ne peut excuser les élans qui l'auraient emportée sur un terrain qui ne lui appartient plus en quelque sorte, la réserve héréditaire. La solution donnée pour le rapport réel, à savoir que l'héritier peut en être dispensé de par la volonté présumée du défunt, cette solution ne peut plus être admise pour le rapport fictif destiné à reconstituer la réserve entamée. Jamais la loi n'autorise une infraction à cette règle que les libéralités excédant la quotité disponible seront réduites. Et puisqu'en matière d'assurance, la libéralité porte sur les primes, elles seront rapportées pour parfaire la réserve.

Tous les systèmes que nous avons rejetés quand il s'agissait seulement de rétablir l'égalité entre cohéritiers doivent l'être, suivant nous, pour les mêmes motifs quand il s'agit de reconstituer la part des réservataires.

Puisque les primes, même prises sur le revenu, ont appauvri le souscripteur, que nous croyons qu'elles l'ont toutes appauvri, et non pas seulement la dernière payée ou la portion qui constitue la valeur de rachat, toutes devront être remises à la succession, si, bien entendu, elles ont toutes été prélevées sur la réserve (1).

Le Code civil n'établit pas pour la réduction des exceptions analogues à celles de l'article 852 pour le rapport.

(1) Il y aurait lieu d'en soustraire le montant de la participation aux bénéfices qu'aurait pu toucher le souscripteur ; son appauvrissement a été diminué d'autant et c'est seulement la valeur de l'appauvrissement qu'il faut rapporter ou réduire.

L'art 928 écarte seulement les revenus des objets donnés et on en fera une exacte application en ne soumettant pas à la réduction les revenus qu'auraient pu produire les primes. La volonté du défunt n'a plus à intervenir ; on a bien dit qu'il pouvait dissiper ses revenus sans se préoccuper de ses héritiers mais cette doctrine mauvaise au point de vue économique, n'est pas toujours exacte au point de vue juridique, elle est absolument inique quand ces héritiers sont des réservataires. Ces derniers ont un droit sur la succession, capitaux et revenus, dès l'instant qu'ils ne trouvent pas ce qui leur appartient, ils sont lésés ; il faut le leur restituer.

La théorie de la valeur de rachat pourrait peut-être passer pour meilleure relativement à la réduction : l'art. 922 C. civ. fixe au jour du décès l'estimation même des meubles. Mais nous avons dit que les sommes données au moment du sinistre n'étaient pas égales à la valeur de rachat ; ce sont les primes qui ont fait l'objet de libéralités à chaque versement ; si aux yeux de la Compagnie elles ont perdu de leur valeur parce qu'elle en a dépensé une partie, l'appauvrissement du contractant n'a pas diminué pour cela. Sans doute les meubles qui ont péri au décès ne sont pas rapportables ; mais cette perte partielle des primes n'a pas été vaine, elle a été prévue et acceptée, telle était leur destinée, toujours dans l'intérêt du bénéficiaire.

Nous nous éloignons des opinions de notre savant Maître, M. Wahl, quand nous disons que les primes ont

été données à chaque versement car nous aboutissons par là à un système différent de celui qu'il propose relativement à l'ordre de réduction des primes. « Les primes ne « doivent pas être considérées comme ayant été données « au jour où elles ont été versées par l'assuré, dit M. Wahl. « Elles sont toutes dues à l'assureur en vertu du contrat « d'assurance ; dès cette époque l'assureur a contre l'assuré « une créance en paiement de l'ensemble des primes »(1).

Après sérieuse réflexion, nous regrettons que ce procédé ne nous paraisse pas absolument en harmonie avec un principe absolu en matière d'assurance sur la vie : le paiement des primes est essentiellement facultatif. C'est à cause de cette règle invariable, consacrée encore dans le projet de loi déjà cité, (2) qu'il ne nous semble pas très exact de dire que la Compagnie a une créance en paiement de l'ensemble des primes. Une créance engendre une action contre le débiteur, et la Compagnie n'en a pas contre l'assuré parce qu'il n'est pas débiteur. La Compagnie seule s'engage ; son engagement est conditionnel, subordonné au versement régulier des primes, mais, la condition accomplie, le bénéficiaire aura contre elle une action en paiement du capital lors de l'échéance.

D'autre part au contraire l'assuré ne contracte aucune obligation ; s'il veut remplir les conditions que lui a proposées la Compagnie, il versera les primes, mais il

(1) Loc. cit. n° 49.

(2) Art. 66.

n'y a aucun moyen de le contraindre à remplir cette condition. Elle est purement protestative pour lui et elle n'est pas illicite précisément parce qu'il n'est pas débiteur. Lorsqu'on fait un versement d'argent sans y être contraint par une obligation civile ou naturelle, et sans qu'on en retire soi-même un avantage, on fait une libéralité et celle-ci se renouvelle à chaque fois. Telles sont les raisons qui nous feraient pencher vers la réduction successive des primes en commençant par la dernière et en remontant jusqu'à ce que la réserve soit reconstituée à l'aide des autres libéralités du défunt.

Ce procédé, nous l'avouons, est moins favorable au bénéficiaire si la police a été souscrite alors que le contractant pouvait encore disposer de ses biens sans toucher à la réserve de ses héritiers.

Avant que l'on soit arrivé jusqu'à la date du contrat pour faire alors rapporter toutes les primes, si c'est encore nécessaire, peut-être aurait-on trouvé de quoi parfaire la réserve par la réduction d'aliénations gratuites postérieures à cette date. Néanmoins nous nous demandons s'il n'est pas plus conforme à la réalité des faits et au principe du paiement facultatif des primes d'opérer différemment.

Il nous reste une dernière question à voir laquelle se présentera quand le total des versements effectués par l'assuré sera supérieur au capital stipulé. Cette hypothèse se réalisera chaque fois que l'assuré aura dépassé la durée moyenne de la vie d'après les tables de mortalité. Si déplorable que paraisse cette situation, pécuniaire-

rement parlant à ceux qui s'y trouvent amenés, elle est pourtant le sort obligatoire pour quelques-uns, et une conséquence du caractère aléatoire de l'assurance.

Doit-on limiter le rapport au montant du capital ou le faire intégralement ? Nous pouvons étudier cette question tant au point de vue du rapport réel aux cohéritiers, qu'au point de vue du rapport fictif pour le calcul de la réserve.

En jurisprudence elle a reçu des solutions variées. La Cour d'appel de Paris (1), cassant un jugement du Tribunal civil de la Seine (2), décida que les primes doivent être rapportées même si elles excèdent ce qui est payé par la Compagnie. Dans l'espèce il y avait eu suicide de l'assuré et la Compagnie n'avait versé que la valeur de rachat. La Cour d'Angers (3) avait émis cette opinion et fait porter le rapport « sur le montant « total des primes sans qu'il y ait lieu à distinguer s'il excède ou non le capital assuré. » Elle avait invoqué comme la Cour de Paris ce motif « qu'il était en effet loisible (aux bénéficiaires) de refuser le bénéfice des stipulations faites à leur profit et qu'en l'acceptant, elles se sont volontairement exposées à un risque que rien ne les empêchait d'envisager. » Mais la Cour de Cassation (3) ne voulut pas confirmer cette manière de voir, et dans un arrêt qui consacre d'une façon définitive le

(1) Paris, 10 janvier 1900. D. 1900-2-489.

(2) Trib. civ. Seine, 2 avril 1898, D-98-2-371.

(3) Angers, 17 juin 1893 et Cass. 4 août 1908 D. 09. 1.185.

rapport des primes (nous savons que l'arrêt de 1896 ne se prononce pas sur ce point) elle décida « qu'en pareil cas le rapport ne saurait excéder l'importance de l'avantage procuré au gratifié. »

C'était la solution qu'avait auparavant donnée M. Wahl (1) et qu'il demandait à la jurisprudence d'adopter. Notre éminent Maître avait fortement établi son opinion ; il faisait remarquer notamment « qu'une libéralité suppose deux éléments : l'appauvrissement du disposant et l'enrichissement de la personne gratifiée » et qu'il n'y avait plus de libéralité par conséquent dès que le second élément manquait ; or l'enrichissement fait évidemment défaut quand le donataire a rendu tout ce qu'il a reçu. Il s'appuyait en outre sur des textes : l'art. 853 d'une part qui demande seulement à l'héritier de rapporter « les profits » qu'il « a pu retirer » des conventions passées avec le défunt, l'art. 922, d'autre part, qui pour le calcul de la réserve fixe l'estimation des biens sans distinction au jour du décès, et les primes à cette époque « ne peuvent avoir une valeur supérieure au capital puisqu'elles n'ont pas augmenté le patrimoine du bénéficiaire au delà du montant de ce capital. » Enfin jamais le rapport ne doit aboutir à un appauvrissement de celui qui s'y trouve soumis : ainsi les dépenses faites pour des constructions sur l'immeuble de l'héritier ne sont rapportables que jusqu'à concurrence de la plus-value procurée, ainsi encore le bien donné qui a

(1) Loc. cit., n^{os} 35, 36, 44, 45, 46.

péri ne donne pas lieu à rapport car non seulement le donataire ne recueille pas de profit, mais il devrait entamer son propre patrimoine pour en payer la valeur.

Le motif invoqué par les Cours de Paris et d'Angers que le bénéficiaire est libre d'accepter ou de refuser conduit, comme le signale M. Dupuich (1), à rendre impossible toute acceptation avant le décès de l'assuré. Qui voudrait se risquer à voir une libéralité lui coûter aussi cher? Le caractère aléatoire du contrat d'assurance ne doit pas avoir de telles conséquences en dehors des parties contractantes et jusque dans le patrimoine du bénéficiaire. Il en aura forcément, nous en convenons, et le rapport sera plus ou moins onéreux selon le nombre de primes versées. Mais qu'il en arrive à dépouiller le gratifié, ce serait faire produire à l'assurance un résultat contraire à son but, inique et ridicule et au surplus sans conformité avec l'esprit de la loi.

(1) Note sous Cass., 4 août 1908, précité.

APPENDICE

Dans les développements qui précèdent, nous avons raisonné pour le cas où le bénéficiaire d'un contrat d'assurance sur la vie en reçoit le profit en vertu d'un droit propre remontant au jour du contrat. Ceci n'a pas lieu seulement quand il est désigné dans la police elle-même, mais encore dans un avenant.

L'avenant a un effet rétroactif en ce sens que le tiers, ainsi institué bénéficiaire, possède absolument les mêmes droits que s'il avait été indiqué par la police ; il les tiendra encore du jour de la souscription de l'assurance. C'est ce qu'a décidé la jurisprudence pour l'avenant substituant un tiers nouveau à un autre précédemment déterminé dans le contrat (1), et pour l'avenant stipulant un bénéficiaire à une police qui ne contenait pas de bénéficiaire déterminé (2).

De plus, dans la première hypothèse, celle où la police conférait déjà le profit de l'assurance à un tiers déterminé, la jurisprudence regarde l'endos (3) et le transport-cession (4) comme des modes de désignation du

(1) Cass., 16 janvier 1888, D. 88-1-77.

(2) Cass., 7 août 1888, D. 88-1-168.

(3) Cass., 4 mai 1904, D. 1905-1-165.

(4) Cass., 19 novembre 1907, S. 1907-1-481.

bénéficiaire et non comme des procédés de transmission du bénéfice ; la conséquence qu'elle en tire c'est que la personne ainsi désignée est créancière du capital en vertu d'un droit propre qu'elle ne tient pas du souscripteur. Elle écarte dès lors l'application des art. 446 et 447 C. com. ; elle écarterait certainement maintenant, le cas échéant, le rapport du capital. M. Lyon-Caen (1) demande que les mêmes solutions soient données pour la désignation du bénéficiaire substitué à un autre par testament.

Mais quand le souscripteur de l'assurance avait d'abord stipulé pour lui-même (ou des personnes indéterminées conformément à l'art. 1122 C. civ.), et que par endos, transfert signifié, ou testament, il indique un bénéficiaire déterminé, la jurisprudence (2), d'accord avec la plupart des auteurs, voit alors dans cette opération la transmission d'un droit acquis précédemment par le souscripteur et le tiers n'est titulaire du bénéfice qu'à dater de l'acte par lequel on lui cède.

Au point de vue du rapport fictif ou réel, le testament seul est intéressant. Le droit du légataire qui ne prend naissance qu'au décès du testateur est égal au montant de la créance contre la Compagnie, c'est-à-dire au capital assuré ; le rapport ne peut porter que sur cette somme sauf une déduction d'escompte si l'échéance ne tombe qu'après la mort de l'assuré, à une époque déterminée.

(1) Sous Cass. 19 novembre 1907 précité.

(2) Cass. 24 février 1902. S. 1902-1-165 ; Cass. 15 mai 1905, S. 1905-1-257.

Mais l'endos et le transport-cession ne peuvent plus constituer des modes de transmission gratuite du bénéfice d'une police ; il y aurait nullité pour vice de forme. Dans l'hypothèse peu pratique d'une donation solennelle, M. Dupuich (1) est d'avis de faire rapporter la valeur de rachat au jour de la donation et les primes postérieures si le donateur en a continué le versement. Cette valeur de rachat est, selon cet auteur, la seule dont a disposé le donateur, elle constitue son appauvrissement, parce que c'est elle qu'il aurait touchée en vendant sa police, mais il n'aurait pas obtenu davantage.

(1) Op. cit. p. 457, n° 235.

DEUXIÈME PARTIE

DE L'ASSURANCE SUR LA VIE DANS LA COMMUNAUTÉ

Le mariage du souscripteur d'une police d'assurance sur la vie ou du bénéficiaire ne fait pas naître de question spéciale s'il n'y a pas communauté entre les époux. En pareil cas, ces derniers sont étrangers l'un à l'autre quant à leurs biens, leur patrimoine à chacun est distinct ; tout se passe comme s'il n'y avait pas de mariage et notamment les règles du rapport fictif ou réel sont applicables comme dans l'assurance au profit d'un tiers quelconque.

Dans le mariage soumis au régime de communauté légale ou réduite aux acquêts, la présence de la masse de biens communs, constituant un troisième patrimoine à côté de celui de chaque conjoint, demande un examen particulier. Il n'y a plus seulement à rechercher les relations des héritiers de chaque époux entre eux ou avec les tiers qu'il a gratifiés, il faut encore établir celles qui existent entre le patrimoine commun et celui qui est propre à chacun. Celles-ci sont dominées par ce principe que les trois patrimoines ne doivent pas se confondre ; chacun doit demeurer tel qu'il a été déterminé par la loi ou par le

contrat de mariage et il n'est pas permis d'y apporter dans la suite des modifications. Mais le voisinage intime dans lequel se trouvent ces patrimoines occasionne nécessairement des empiétements de l'un sur l'autre et, quand le mariage sera dissous, il sera indispensable de les reconstituer dans leur état véritable avant de procéder au partage de la communauté. Cette reconstitution se fait encore au moyen de rapports qu'on appelle dans ce cas particulier récompenses et c'est sur elles que va se concentrer maintenant notre attention.

La question des récompenses se pose donc lorsqu'une des trois masses s'est enrichie aux dépens d'une d'entre elles. Mais la masse commune se compose principalement des revenus des deux autres, il s'ensuit que la plupart du temps c'est elle qui est entamée à leur profit. S'ils ne veulent pas compromettre leurs capitaux, les époux n'ont d'autres ressources que de prendre sur la communauté et si c'est dans leur intérêt exclusif ils devront restituer ce qu'ils lui ont enlevé. Aussi pour étudier les récompenses auxquelles donne lieu un contrat d'assurance sur la vie, nous rechercherons la situation la plus fréquente, celle où la communauté y a droit, quitte à signaler au passage les cas bien plus rares en notre matière où c'est un époux qui peut y prétendre.

CHAPITRE I

QUAND IL Y A LIEU A RÉCOMPENSE

Pour que la communauté ait droit à récompense, à l'occasion d'un contrat d'assurance sur la vie, il faut deux conditions réunies : qu'elle ait fourni les primes, et que le capital malgré cela ne lui revienne pas.

La première condition ne nous arrêtera pas longtemps. Les récompenses sont des restitutions, on ne peut pas rendre à la communauté ce qui ne lui a pas été pris. Elle n'a pas à se plaindre de voir un époux s'enrichir, si ce n'est pas à ses dépens, peu lui importe que ce soit un époux sur ses biens propres ou un tiers quelconque qui se soit chargé des primes ; elle n'a pas reçu le capital, mais elle n'a rien donné, on n'a rien à lui remettre.

Si au contraire le capital lui était échu, pour une raison quelconque, les primes ayant été prélevées sur les biens propres d'un époux, c'est elle alors qui devrait une récompense. C'est le seul cas où elle en serait débitrice. Nous avons dit qu'il était assez rare. Généralement l'assurance souscrite par un époux commun est alimentée par la communauté, autrement, les revenus de ses biens personnels ne lui appartenant pas, il aurait été

obligé d'entamer ses capitaux ; ce n'est pas impossible cependant surtout s'il y a versement d'une prime unique. En outre il faut supposer que la police ne portait pas de tiers déterminé comme bénéficiaire, sans quoi la communauté n'aurait pas profité du capital.

La seconde condition au droit de récompense de la communauté c'est que le capital obtenu grâce aux primes prises sur les fonds communs ne tombe pas dans la communauté ; et la difficulté consiste à savoir quand le capital y tombe ou n'y tombe pas.

Examinons donc les hypothèses où le capital demeure propre au bénéficiaire, pour celles-là seulement se posera la question des récompenses.

Pour faciliter notre étude nous la diviserons en trois paragraphes :

1) Assurance souscrite par un conjoint au profit d'un tiers autre que son conjoint.

2) Assurance souscrite par un conjoint au profit de l'autre conjoint.

3) Assurance souscrite par un conjoint à son profit.

§ 1^{er} Assurance souscrite par un époux au profit d'un tiers autre que son conjoint

A. — ASSURANCE AU COURS DU MARIAGE

D'après la jurisprudence le capital assuré ne tombera pas dans la communauté si le bénéficiaire a été désigné d'une façon suffisamment certaine ; à cette condition

seulement il aura un droit propre parce que la communauté ne l'a jamais possédé et qu'il n'a pas été créé par elle, mais par l'assureur.

Dans cette première hypothèse l'époux souscripteur de la police doit-il récompense à la communauté ?

Pas nécessairement. L'art. 1422 C. civ. permet au mari « de disposer des effets mobiliers à titre gratuit et particulier au profit de toutes personnes, pourvu qu'il ne s'en réserve pas l'usufruit. » La femme autorisée de son mari aura les mêmes droits que lui ; elle a ainsi toute sa capacité, sa présence rend même possible au mari les donations prohibées par l'art. 1422 C. civ. Cette opinion n'a pas toujours été admise, mais elle a fini par triompher devant la Cour de Cassation (1) et ne semble plus guère contestée. Cependant on a fait valoir que l'article invoqué laisse de côté la question des récompenses dont il faut chercher la base dans l'article 1437 C. civ. Mais celui-ci en ordonnant récompense de la part de l'époux qui a retiré un profit personnel des biens communs ne semble pas plus sévère que l'art. 1422 C. civ. qui, en somme, permet au mari les donations de meubles communs à titre particulier qu'à cette même condition qu'il n'en retire pas un profit personnel en se réservant un usufruit.

Tout dépend donc des faits. Si l'assurance au profit d'un tiers a eu pour but de procurer en définitive un avantage indirect à l'un des époux, il devra alors récom-

pense ; par exemple quand le bénéficiaire était un créancier personnel que l'assurance devait désintéresser. Il sera de même encore dans les deux cas visés par l'art. 1469 C. civ. : le capital assuré à servi à doter un enfant d'un autre lit ou à doter personnellement un enfant commun.

La jurisprudence a d'ailleurs une certaine tendance à voir assez facilement un profit personnel plus ou moins indirect dans une donation faite ainsi par un époux commun à un tiers sur les biens de la communauté. Nous n'avons pas de raison d'entrer ici dans les détails : un contrat d'assurance donnera lieu à récompense dans les mêmes cas qu'une donation quelconque ; il n'y a pas à le traiter d'une façon spéciale.

B — ASSURANCE ANTÉRIEURE AU MARIAGE

L'assuré qui se marie après la souscription d'une police au profit de personnes indéterminées est censé avoir stipulé pour lui-même (art. 1122 C. civ.) ; nous verrons dans l'assurance d'un époux à son profit personnel ce qu'il faut en penser.

Si l'assurance confert un droit propre au tiers bénéficiaire, le capital échappe à la communauté, et il s'agit de savoir si elle a droit à récompense. Pour le nier on a dit que les primes, sous le régime légal au moins, faisaient partie du passif commun comme dettes mobilières antérieures au mariage (art. 1409 C. civ.). Nous croyons la raison mauvaise car nous refusons absolument le carac-

tère de dettes aux primes payées à la Compagnie. Nous écarterons seulement toute idée de récompense dans les mêmes cas et pour les mêmes motifs que dans l'assurance souscrite au cours du mariage : le mari peut disposer des valeurs mobilières communes ou autoriser sa femme à le faire pour entretenir une assurance antérieure comme une assurance postérieure au mariage.

§ II. — Assurance souscrite
par un époux au profit de l'autre.

A. — ASSURANCE AU COURS DU MARIAGE.

Le capital assuré tombe-t-il en communauté ?

Il faut tout d'abord se mettre en garde contre une confusion. Si le capital assuré est recueilli par la communauté ce ne sera pas du fait de l'époux qui a contracté l'assurance. Le capital créé par la Compagnie n'a jamais appartenu au souscripteur de la police, il arrive directement au bénéficiaire, et, s'il finissait par tomber dans la communauté ce ne pourrait être que du chef du bénéficiaire.

Nous n'admettons pas même cette idée-là : dans la communauté réduite aux acquêts parce que les époux, ayant exclu de la communauté le mobilier qui pourrait leur advenir par donation ou legs, en ont écarté par là même la créance contre la Compagnie d'assurance en

qualité de valeur mobilière acquise gratuitement ; dans la communauté légale parce que l'art. 1401-1° C. civ. fait bien tomber en communauté le mobilier échu aux époux par donation, mais reconnaît en même temps au donateur le pouvoir de le rendre propre et la doctrine comme la jurisprudence, se montrent assez portées à supposer cette intention.

L'art. 1395 C. civ. ne va pas à l'encontre de ce raisonnement, les conventions matrimoniales ne sont pas ainsi modifiées. — C'est sur elles que nous nous basons pour mettre en dehors de la communauté d'acquêts le mobilier donné à l'époux, c'est, d'autre part, la liberté d'action accordée par la loi sous le régime légal à tout donateur, que nous respectons chez un conjoint quand c'est lui le donateur. Personne ne lui contesterait cette faculté de stipuler comme propre la libéralité si elle s'adressait à un tiers quelconque ; il n'aura donc les mains liées que vis-à-vis de son époux !

La jurisprudence n'est pas aussi sévère et laisse bien l'époux bénéficiaire retenir dans son patrimoine le droit au capital assuré ; elle l'admet couramment tout au moins quand c'est le mari qui s'est assuré au profit de sa femme. Le contraire serait surtout déplorable quand celle-ci est obligée de refuser une communauté mauvaise ; c'est alors que l'assurance lui est le plus utile, il ne faut pas lui en retirer le profit pour l'attribuer à la masse commune que se partageront les créanciers ; ce serait lui dérober la planche de salut que le

mari lui avait ménagée au milieu des écueils qu'il pouvait pressentir.

Mais le mari n'est pas indigne de tout intérêt, surtout aux yeux de sa femme, espérons-le. Quand elle contracte une assurance au profit de son époux y a-t-il quelque raison sérieuse de l'empêcher de gratifier son mari des mêmes faveurs qu'il pourrait lui faire à elle ? Ce n'est pas bien sûr. Il faut partir de ce principe que la femme autorisée a les mêmes pouvoirs que le mari ; elle a le droit de lui faire une donation, n'aurait-elle pas celui de stipuler au profit de son mari en manifestant l'intention de lui attribuer à titre de propre le bénéfice ; et quand ce désir apparaîtra d'une façon suffisante, quoique non expresse, pourquoi ne pas s'y conformer comme on le ferait pour le cas du mari stipulant dans l'intérêt de sa femme ? Le mari se constituerait de cette façon un propre à lui-même, dit-on. Non, c'est la femme qui agit et sa volonté n'est pas inefficace si elle est autorisée à la faire valoir. Pour la mettre en garde contre les influences du mari, le Code civil a établi essentiellement révocables les donations entre époux, nous nous en tiendrons là sans nous montrer plus exigeant.

Le jurisprudence n'a pas toujours rejeté cette manière de voir (1). Le seul reproche que l'on puisse lui adresser, c'est de s'appuyer sur des motifs médiocres. Si le capital ne tombe pas en communauté, ce n'est pas par-

(1) Paris, 8 décembre 1891 J. Ass. 1892 p. 85. Paris, 26 novembre 1878 D. 79-2-132.

ce qu'il est arrivé au mari directement de la Compagnie, car tout en reposant sur sa tête, il pourrait de là choir dans la communauté comme valeur mobilière ; ce n'est pas davantage parce qu'il n'est exigible peut-être qu'à la dissolution de la communauté, car la créance est réputée acquise directement du jour du contrat : c'est uniquement parce que la femme contractante a voulu qu'il demeurât propre au mari et que l'art. 1401-1^o C. civ. respecte la volonté du donateur (1).

Mais l'époux bénéficiaire peut-il garder le capital assuré dans son patrimoine propre sans en tenir compte à la communauté ?

Pendant longtemps la solution n'a pas paru douteuse en présence des dispositions formelles de l'art. 1437 C. civ. : l'époux qui recueille le montant du capital assuré à titre de propre, ne peut le faire aux dépens de la communauté. Là encore la jurisprudence a évolué d'une façon heureuse et les auteurs en général ne lui refusent pas leur approbation.

Nous ne parlerons pas de l'opinion qui rejette ou admet les récompenses suivant que les primes ont été prélevées sur les capitaux ou sur les revenus de la communauté. Cette distinction considérée par nous comme mauvaise en matière de rapport, nous paraît l'être bien davantage ici : l'époux doit récompense des « sommes » prélevées en sa faveur sur la communauté, « des profits qu'il en a retirés ». Il est absolument impossible de

(1) En sens contraire Dupuich, op. cit., p. 479 n° 249.

trouver une place à la théorie dont il s'agit. Certains auteurs même qui seraient enclins à l'adopter pour le rapport à succession ou la réduction, se voient contraints de l'abandonner sur ce terrain nouveau (1).

Pour écarter toute récompense il faut s'appuyer sur l'intention de l'époux souscripteur de la police. L'idée de libéralité et celle de récompense sont incompatibles. Les récompenses sont des restitutions ; donner les primes d'un côté pour les reprendre de l'autre serait enlever à l'opération son caractère gratuit que le contractant a voulu lui donner. Et de fait le mari qui souscrirait une assurance au profit de sa femme et ne la dispenserait pas de verser la valeur des primes à la communauté, ne lui ferait pas dans certains cas un grand cadeau.

Il y a tout lieu de croire que sa générosité a été plus complète et qu'il n'a pas envisagé la possibilité pour la femme de payer même partiellement les frais d'un acte qui devait être toute en sa faveur. Les décisions de la jurisprudence sont du reste en ce sens mais les arrêts comme les auteurs se montrent plus ou moins exigeants pour reconnaître une dispense implicite de récompense. Parmi ces derniers il s'est même formé deux courants d'idées opposés : « Il est permis au mari de dispenser la femme de la récompense, dit M. Méline (2), et c'est dans cette pensée que sera presque toujours contractée

(1) Dupuich. Op. cit. p. 234, n° 232.

(2) Revue du Notariat, année 1873, p 801 et s.

une telle assurance. L'intention du mari pourra résulter d'une clause expresse de la police ou d'un acte postérieur ». Et M. Lefort (1) : « Il faut dire que les récompenses ne sauraient être exigées à moins de preuve contraire ». Une manifestation expresse de volonté est nécessaire selon le premier, pour dispenser de la récompense l'époux gratifié, et, d'après le second, au contraire, pour le soumettre à cette récompense. Il n'est pas nécessaire de choisir un de ces partis extrêmes ; cependant si c'était indispensable, celui de M. Lefort nous paraîtrait plus équitable car jamais en fait la police ne s'occupe des récompenses et l'assuré dans la suite ne songe plus à en exempter son conjoint.

Il y a un autre argument contre les récompenses, qui paraît plus solide puisqu'il s'appuie sur les textes mêmes. C'est dans l'art. 1437 C. civ. dont se servent également ses adversaires, que M. Wahl le trouve pour refuser à la communauté tout droit de récompense par l'époux bénéficiaire dans le cas qui nous occupe. Cet article oblige à récompense l'époux qui a retiré un avantage aux dépens de la communauté, mais alors, fait remarquer notre savant Maître, c'est plutôt à l'époux assuré de faire la restitution aux biens communs, c'est lui qui s'en est emparé pour payer les primes. Dans l'assurance par un époux au profit d'un tiers, ce n'est pas le tiers mais l'époux souscripteur qui restitue les primes à la communauté, le cas échéant ; il n'en saurait

(1) Op. cit. II, p. 367.

être autrement quand le tiers se trouve être le conjoint. « Ce dernier n'a rien reçu de la communauté, il n'a donc « rien à lui rendre. Au contraire l'époux assuré s'est en-
« richi par le prélèvement qu'il a exercé, et n'a perdu le
« bénéfice de cet enrichissement que par un fait posté-
« rieur auquel la communauté est étrangère et dont elle
n'a pas à se préoccuper (1) ». Les exemples de l'art.
1437 C. civ. supposent qu'un époux s'est attribué un avan-
tage personnel au détriment du patrimoine commun,
mais l'époux bénéficiaire n'a rien pris pour lui, il est
resté passif, il a reçu ce que l'autre lui a donné et il n'a
pas à rechercher l'origine des deniers grâce auxquels la
libéralité a pu lui parvenir ; il suffit qu'il n'ait pas puisé
de ses mains dans la caisse commune pour n'être pas
contraint d'y combler le vide qui s'y trouve. Quant à
l'époux souscripteur de la police, il ne lui devra rien non
plus parce qu'il avait le droit de disposer des deniers
communs (si c'est le mari, l'art. 1422 C. civ. le lui
donne, si c'est la femme nous avons admis que l'autori-
sation maritale lui conférait les mêmes pouvoirs) et, en
outre, on ne peut dire qu'il se trouve dans la condition
générale pour être débiteur de récompense, recueillir
un profit personnel, ni plus dans les conditions spéciales
visées par l'art. 1469 C. civ. ; et M. Wahl conclut : « La
« récompense est ici une injustice puisque d'abord elle
« met l'époux bénéficiaire, dans une inexplicable situation
« d'infériorité vis-à-vis de tout autre bénéficiaire des

(1) Wahl. Loc. cit., n° 33.

« assurances contractées par son conjoint, et, puisque, « surtout, elle supprime d'une manière absolue, en toute « hypothèse, la donation (1) ».

Mais rien ne peut dispenser l'époux bénéficiaire de restituer les primes lorsque son conjoint en disposant des biens de communauté pour les acquitter s'est trouvé entamer sa propre part au delà de la quotité disponible. Nous nous retrouvons alors en présence d'un rapport nécessaire pour la reconstitution de la réserve de cet époux. Sur quoi portera donc le rapport ? Il a été jugé autrefois que c'était sur le capital et il devait en être ainsi au temps où le capital était censé avoir appartenu à la communauté, puis avoir été donné à l'un des époux. Depuis l'abandon de ce système, la question ne se pose plus que sur les primes. Certaines décisions en ont fait opérer le rapport à la succession du conjoint pour la totalité, mais au grand scandale de la doctrine qui à juste titre s'est empressée de signaler cette erreur manifeste. Elle avait été commise également pour le capital que la Cour de Cassation (2) avait fait rapporter en entier à la femme bénéficiaire ; M. Labbé s'en indignait en ces termes : « Comment ! voilà une masse de biens communs « à la formation de laquelle la femme a contribué au « moins autant que le mari, et, parce qu'il plairait au « mari d'en donner tout ou partie à sa femme, celle-ci « deviendrait comptable des biens ainsi donnés envers la

(1) Wahl. Loc. cit. n° 63.

(2) 9 mai 1881. S. 81.4.337.

« seule succession de son mari !... Une donation qui appauvrit le donataire, qui enrichit le donateur, c'est une nouveauté juridique et morale que nous ne nous attendions pas à trouver dans les monuments de la jurisprudence (1) ».

On peut tenir le même langage contre les arrêts qui ont fait rapporter par la femme la totalité des primes (2). Elles appartiennent à la femme pour moitié ; si elle verse cette moitié à la succession de son mari elle se trouve appauvrie d'autant ; en donnant ce qui est à elle ce n'est plus une libéralité qu'elle rend, c'est une libéralité qu'elle fait. « Sans la donation les héritiers du mari n'auraient trouvé dans la succession que la moitié de la communauté ; ils retrouveraient le tout par l'objet du rapport, et ainsi le donateur (ou ses héritiers) se trouveraient plus riche par le fait même de la donation (3) ». Ceci est d'une vérité évidente ; pour soutenir les solutions critiquées il faudrait nier à la femme sa qualité de copropriétaire de la communauté et ressusciter le vieil adage : non est proprie socia sed speratur fore. Un si grand pas en arrière ne permettrait pas à cette opinion de se maintenir.

Mais si la femme répudiait la communauté, il n'est pas moins douteux qu'elle devrait le rapport intégral des primes, si du moins la totalité était nécessaire pour par-

(1) Labbé, sous l'arrêt précité.

(2) — Amiens, 25 février 1880. D-82-1-97., Besançon, 27 novembre 1896-D. 98-2 385.

(3) Dupuich, note sous l'arrêt de Besançon précité.

faire la réserve de la succession du mari. C'est qu'alors elle est censée n'avoir jamais eu de droits sur cette communauté et le mari qui lui a fait une libéralité sur les biens communs les lui a donnés entièrement. Ces solutions découlent logiquement des principes servant de bases à la communauté conjugale ; elles sont admises d'ailleurs par la jurisprudence chez laquelle on ne peut pas se voir propager davantage les vices trop grossiers dont souffrent les arrêts que nous avons signalés. Nous rappelons seulement encore que d'après l'opinion que nous avons admis le rapport des primes n'excédera jamais le montant du capital et qu'il ne doit pas aboutir à un dépouillement de l'époux bénéficiaire.

B. — ASSURANCE ANTÉRIEURE AU MARIAGE

Il arrive parfois qu'un jeune homme s'assure avant son mariage au profit de sa fiancée. C'est une excellente précaution et une garantie donnée à la famille de la jeune fille. Celle-ci sera ainsi à l'abri du besoin auquel pourrait la réduire un veuvage prématuré ; le capital assuré sera peut-être la seule fortune que lui laissera son mari emporté trop tôt pour avoir eu le temps d'en acquérir une autre. La communauté légale devrait alors comprendre la créance du capital dans son actif (art. 1401 1° C. civ.) ; cependant si l'assurance a été souscrite en vue du mariage, la jurisprudence, tenant compte de l'intention du

souscripteur, l'attribue à titre de propre au bénéficiaire (1). S'il n'était pas encore question de mariage entre contractant et bénéficiaire à l'époque du contrat, la même solution serait peut-être plus difficile à admettre. Dans la communauté réduite aux acquêts le capital reste naturellement propre au bénéficiaire.

Quelques auteurs ont voulu alors obliger l'époux bénéficiaire à récompenser la communauté qui a fourni les primes, en invoquant, soit l'art. 1430 C. civ. sous le régime légal ou celui de communauté d'acquêts, soit l'art. 438 C. civ. spécialement sous ce dernier régime. Nous ne dirons pas encore une fois que les primes ne doivent pas être regardées comme des dettes personnelles. Il n'y a pas lieu à récompense parce que l'art. 1437 C. civ. n'a rien à faire dans cette question et aussi parce que l'intention de chaque époux et les pouvoirs du mari demandent qu'il en soit ainsi.

III. Assurance souscrite par un conjoint a son profit personnel.

A. ASSURANCE AU COURS DU MARIAGE

Contractée par le mari pendant le mariage, une assurance dont il recueille le bénéfice lui-même ne peut servir à lui constituer un propre. Le mari n'a pas le pouvoir d'user dans ce but des deniers communs et le capi-

(1) Paris, 4 juin 1878 et Cass. 10 novembre 1879-S-80-1-337.

tal assuré acquis à titre onéreux par la communauté doit forcément revenir à elle. Donc pas question de récompense.

Envisageons maintenant l'assurance souscrite par la femme autorisée de son mari au bénéfice de la femme elle-même. Sa situation est la même que celle du mari dans l'hypothèse précédente, les résultats seront-ils identiques ?

Il a été jugé que l'assurance souscrite par la femme à son profit devait tomber du chef de celle-ci dans la communauté comme tous les acquêts ; l'art. 1393 C. civ. ne permet pas de l'éviter : il interdit tout changement aux conventions matrimoniales ; et, s'il n'y a pas eu de contrat de mariage, « les époux ne peuvent modifier les effets légaux auquel le mariage est soumis »..

Malgré les principes auxquels il est fait appel, il existe une décision absolument opposée à la précédente (1), dont l'opinion émise auparavant en doctrine ne pouvait manquer d'y trouver des défenseurs. La Cour de Riom pour motiver son arrêt dit en parlant du capital assuré « qu'il n'intéresse en rien la communauté à laquelle « le contrat n'attribue ni le profit ni la disposition de « l'assurance et ne se forme qu'après l'événement « même du décès du mari, c'est-à-dire au moment « où la communauté est déjà [dissoute (2)] ». M. Labbé approuve cette décision ; les raisons qu'elle invoque sont en partie conformes à celles qu'il avait déjà

(1) Caen, 6 décembre 1881 S.83-2-33.

(2) Riom, 8 juillet 1890-8 91 2-185.

données : « l'époux qui s'assure un capital payable au décès de son conjoint sauvegarde en sa personne un intérêt d'avenir, un intérêt d'existence après la dissolution de la communauté. . . Un tel contrat répond à des intérêts réels, graves, sérieux qui sont naturellement et non arbitrairement en dehors de la communauté ».

Mais au même endroit M. Labbé trouvait mauvaise cette autre raison dont parle la cour de Riom que le capital, ne prenant naissance qu'à la dissolution de la communauté, ne pouvait en faire partie. En effet la créance existe à l'état éventuel avant la mort de l'assuré et la condition de son décès une fois accomplie, il faut considérer cette créance comme ayant pris naissance au jour du contrat. M. Dupuich (2) estime que l'on crée la loi au lieu de l'interpréter quand on exclue de la communauté les meubles que « d'après leur nature rigoureusement personnelle l'époux auquel ils adviennent est censé n'avoir pas voulu rendre communs ». Il ajoute que ce système entraînerait à permettre au mari de garder ainsi à titre de propre l'assurance contractée par lui à son profit ou même au profit de ses héritiers. Serait-ce vraiment aller trop loin ? M. Labbé reconnaissait le même avantage au mari qu'à la femme ; la jurisprudence ne l'a pas suivi jusque-là et n'a statué dans le sens dont nous parlons qu'en des circonstances où la femme avait contracté à son profit. Elle aurait pu seu-

(1) Note sous Cass. 28 mars 1877 S 77.1-393 En ce sens Baudry-Lacantinerie, Le Courton et Surville, t.I, n° 467.

(2) Op. cit., p.474, n° 245.

lement invoquer un autre argument : la volonté du mari. La femme n'agit pas seule ; l'intervention du mari est indispensable pour la validité du contrat lui-même mais elle ne l'est pas moins dans la suite. Les primes versées par la communauté pour maintenir l'assurance sont prélevées par le mari, seul administrateur des biens communs ; il fait donc à chaque fois une libéralité au profit de sa femme en réglant les quittances que lui présente la Compagnie. Son action à lui est en réalité la base de tout ; souscrire une police n'est rien si les primes ne sont pas payées. Le versement de la première prime annuelle n'engage la Compagnie que pour un an ; passé ce délai tout est fini, elle est libérée si la seconde prime ne vient pas renouveler le contrat ; ce nouveau contrat ne subsiste également qu'une année et ainsi de suite, à chaque échéance c'est le mari qui intervient pour vivifier une opération qui sans lui ne serait pas valable. Il se trouve en définitive dans les mêmes conditions que s'il avait souscrit lui-même la police aux bénéfices de sa femme ; il n'y a pour ainsi dire qu'une différence de forme. Puisqu'alors sa volonté peut, d'après nous, aux termes de l'art 1401 1^o C. civ., empêcher le capital assuré de tomber dans la communauté nous admettrons la même chose dans un cas tous à fait semblable.

Nous réglerons pareillement la question des récompenses. Les motifs que nous avons invoqués dans l'assurance d'un époux au profit de l'autre, nous serviraient

à rejeter toute récompense de la femme quand elle a contracté avec l'autorisation de son mari au profit d'elle-même.

B. — ASSURANCE ANTÉRIEURE AU MARIAGE

Si l'assurance a été contractée avant le mariage par l'époux à son profit personnel le capital devrait tomber en communauté sous le régime légal et rester propre sous le régime de communauté réduite aux acquêts.

Dans le premier cas la question des récompenses ne se pose pas, et dans le second elle doit être, il nous semble, résolue comme pour l'assurance postérieure au mariage quand il s'agit de l'assurance de la femme ; pour celle du mari il devrait récompense, il s'est constitué un propre avec les revenus communs.

Parfois, sous le régime de communauté d'acquêts, on attribue en propre à l'époux la valeur du capital assuré acquise par les primes versées au jour du mariage (1) ; le surplus tombant en communauté, il n'y a pas lieu à récompense. Ce résultat nous paraît moins équitable que le précédent : le droit de l'époux date du jour du contrat, il est égal au montant du capital assuré.

Il nous reste une situation à envisager qui se rencontre très fréquemment, c'est l'assurance contractée par les deux époux au profit du survivant.

(1) Lefort. Op. cit. 1. p.

Elle a donné lieu à une controverse qui n'est pas encore tranchée et qui porte sur la nature de ce contrat. Deux époux stipulent par un même contrat que le capital assuré sera payé au premier décès de l'un d'eux au survivant. Il y a là deux assurances juxtaposées l'une au profit du mari, l'autre au profit de la femme ; à la disparition du prémourant il n'en reste plus qu'une. Le survivant est censé avoir eu seul un droit au capital à compter de la souscription de la police. La condition suspensive de survie étant réalisée en lui, produit son effet rétroactif et la naissance de son droit est reportée à l'origine du contrat en même temps que la condition résolutoire du décès du premier mourant annule tous les droits éventuels qu'il pouvait avoir, de sorte qu'il est réputé n'en avoir jamais eu. Jusque-là tout le monde est d'accord et depuis l'arrêt de 1884 on convient également que le bénéficiaire reçoit le capital assuré en vertu d'un droit propre lui parvenant directement sans avoir passé dans le patrimoine commun.

Mais les opinions se divisent sur le point de savoir si l'assurance qui subsiste est une assurance faite par le survivant à son profit, ou bien une assurance faite au profit de ce dernier par le prémourant. Dans le premier cas il y aurait acquisition onéreuse, dans le second, acquisition gratuite.

Voici où nous paraissent devoir aboutir ces deux manières de voir : Si l'époux survivant doit être regardé

comme ayant stipulé à son profit sur la tête de l'autre, on peut reconnaître à la femme un droit propre ; elle a contracté avec l'autorisation de son mari et ce dernier en disposant des valeurs mobilières communes pour le paiement des primes avait le droit de constituer un propre à la femme et de la dispenser de toute récompense à la communauté. Si c'est au contraire le mari qui survit, il est plus difficile de dire qu'il s'est créé un propre à lui-même et nous avons dit que l'assurance du mari à son profit tombe dans la communauté. D'où situation inégale entre les époux

M. Labbé, avons-nous vu, n'est pas cependant de cet avis, mais son système d'après lequel chaque époux peut garder à titre de propre les droits rigoureusement personnels qu'il a créés à son profit, n'a pas été adopté par la jurisprudence ni les auteurs.

En interprétant d'une façon différente l'assurance sur deux têtes entre époux et en considérant que c'est l'époux décédé qui a stipulé au profit de l'autre il est aisé de les traiter de même tout les deux ; la jurisprudence est portée à reconnaître comme bien propre le capital assuré soit par le mari au profit de sa femme, soit par la femme au profit du mari.

Nous croyons que l'équité demande qu'on n'établisse point d'inégalité entre les époux et pour cela nos préférences nous porteraient à voir dans l'assurance sur deux têtes entre conjoints, une assurance de chacun d'eux au profit de l'autre. La Cour de Cassation s'est exprimée en

ce sens : « Lors du décès du prémourant, son droit éventuel est résolu et celui du survivant devient au contraire définitif par l'accomplissement de la condition suspensive à laquelle il avait été soumis ; les droits de survivant doivent donc être réglés comme si l'assurance avait été contractée par l'autre époux seul sur sa vie à lui et au profit de son conjoint survivant (1) ».

Mais plusieurs Cours d'appel et certains auteurs sont partisans du système contraire et considèrent l'assurance sur deux têtes entre époux comme une convention onéreuse dans laquelle chacun consent « à perdre la part revenant à sa succession pour avoir la chance de recueillir le capital entier en cas de survie (2) ».

Est-il bien vrai que chaque conjoint a eu en première vue son propre intérêt ? Cette teinte d'égoïsme dont on veut souiller l'assurance n'est guère dans le ton qui lui convient. Au fond, si l'intention des contractants n'apparaît pas assez nettement il faut chercher à découvrir comment ils s'y seraient pris pour aboutir aux mêmes résultats par deux actes séparés. La plupart du temps le mari se serait assuré au profit de sa femme et la femme au profit de son mari ; c'est de beaucoup le cas le plus fréquent ; et l'assurance de chacun d'eux sur la tête de l'autre, à son profit personnel, est bien plus rare en pratique. C'est en vain qu'on aurait recours à la rente viagère réversible pour tirer argument dans un sens ou

(1) Cass., 28 mars 1877. S. 77. 1 401.

(2) Lefort, *op. cit.*, tome II, p. 574.

dans l'autre sa nature ; gratuite ou onéreuse n'est pas absolument marquée et le caractère intrinsèque de la rente viagère est tout différent de celui de l'assurance en cas de décès. — Quant à l'objection tirée de l'art. 1097 C. civ. qui défend la donation entre époux par un seul et même acte, elle n'arrête plus personne et tout le monde reconnaît que cet article ne vise que les donations entre vifs proprement dites, pour lesquelles, en ce cas particulier, la loi crée une formalité nouvelle », la nécessité de deux actes distincts. La stipulation pour autrui est absolument étrangère à cette disposition.

M. Labbé (1) a préféré le système que nous combattons parce qu'à l'époque où il écrivait le nôtre aurait fait porter la donation sur la moitié du capital assuré tombé préalablement en communauté, tandis que selon cet auteur le profit de l'assurance de l'époux stipulant pour lui même lui reste propre, même au mari. Mais d'une part cette dernière opinion de M. Labbé n'est pas généralement admise, et, d'autre part, le vice qu'il signale de notre théorie n'existe plus. Le capital est recueilli par le survivant jure proprio, il le conserve dans ses biens personnels conformément à l'intention de l'époux souscripteur de la police (art. 1401-1^o C. civ.) et nous ajouterons enfin qu'il est dispensé de toute récompense parce que telle était encore la volonté du prédécédé et parce que ce n'est pas lui, bénéficiaire, qui a prélevé les primes sur la communauté pour son profit personnel, comme l'exigerait l'art. 1470 C. civ. pour qu'il soit obligé à récompense.

(1) S. 774-393.

CHAPITRE II

SUR QUOI PORTENT LES RÉCOMPENSES

Sur quoi s'exercera le droit à récompense de la communauté, en d'autres termes, quelles sommes un époux devra-t-il lui rapporter dans les cas où il lui est redevable ?

Nous n'en avons retenu qu'un très petit nombre. Ils sont faciles à résumer ; c'est d'abord celui où un époux a retiré un avantage personnel d'une assurance contractée par lui au profit d'une personne déterminée, c'est ensuite les deux hypothèses de l'art. 1469 C. civ. et enfin celle de l'assurance souscrite par le mari antérieurement au mariage, quand elle reste dans son propre patrimoine bien qu'entretenu plus ou moins longtemps par la communauté.

Il ne saurait être question de faire rapporter le capital, même pour moitié, il n'a jamais été commun, il n'a pas été constitué par la communauté mais par l'assureur.

Il ne faudrait pas se laisser aller à une mauvaise interprétation de l'art. 1437 C. civ. Ce texte pourrait cependant entraîner à voir dans le capital lui-même le montant de la récompense. « ... Toutes les fois, dit-il, que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens

de la communauté il en doit la récompense. » C'est bien en effet du capital lui-même que profite l'époux, et s'il doit rendre à la communauté le profit exact reçu, ce doit être alors le capital. La jurisprudence est plus équitable et ne fait remettre à la communauté que les primes. Les récompenses sont des restitutions dont le but est d'empêcher qu'en définitive un patrimoine propre se soit enrichi aux dépens du patrimoine commun ou réciproquement. Pour que chacun rentre dans ses biens il suffit qu'on lui rende ce qui lui a été pris, ce qui lui appartient et les primes seules ont été distraites des fonds communs.

Si la fin de l'art. 1437 C. civ. était capable de soulever un doute, le début même aiderait peut-être à le dissiper. En retranchant de cet article l'incidente que nous avons relatée plus haut on lirait : toutes les fois qu'il est pris sur la communauté une somme etc. il en doit la récompense. La phrase retranchée n'a certainement pas été écrite pour changer l'émolument à rapporter à la communauté mais seulement pour indiquer d'une manière générale dans quels cas les récompenses doivent se faire. Si notre réflexion est valable, c'est bien la somme prise sur la communauté qui doit lui être remise à titre de récompense, d'après l'art. 1437 C. civ.

De plus l'art. 1469 C. civ. vient donner une nouvelle force à la remarque que nous venons de faire. Il dit en propres termes, pour les deux cas spéciaux de récompense dont il s'occupe, ce que nous croyons que l'art. 1437

« C. civ. veut dire pour toutes les hypothèses : « Chaque époux ou ses héritiers, rapporte également les sommes qui ont été tirées de la communauté et la valeur des biens que l'époux y a pris, etc. . . » C'est donc comme pour le rapport à succession sur les primes que doit porter le rapport fait à la communauté (1).

Nous ne reviendrons pas sur les systèmes qui admettent le rapport des primes avec différentes restrictions ; nous les rejetons pour les récompenses à la communauté de la même façon et pour les mêmes raisons que pour le rapport à succession. Mais il faut cependant faire ressortir un nouvel argument qui s'élève contre eux tous indistinctement en matière de récompense. Ce sont encore les textes déjà cités qui nous le fournissent. Ils parlent expressément « des sommes prises sur la communauté » ; il est absolument impossible dans ces conditions de faire des distinctions et tout ce qui a été dit en faveur de la théorie du rapport de la valeur de rachat ou de la dernière prime payée nous paraît tout à fait inutile devant des textes aussi clairs et précis. C'est pourquoi certains auteurs partisans du rapport des primes seulement lorsqu'elles sont prélevées sur les revenus, capitulent d'eux-mêmes et reconnaissent qu'en matière de récompense il faut rendre à la communauté tout ce qui lui a été pris sans distinguer entre les capi-

(1) On déduirait également du montant des primes le montant de la participation aux bénéfices qu'aurait pu toucher la communauté. Amiens 18 mai 1897. S. 1901-2-12.

taux et les revenus. Quelques autres cependant essaient de se maintenir sur les mêmes positions (1).

Nous en aurons terminé avec cette question des récompenses quand nous aurons ajouté que si les primes ont dépassé le montant du capital, la récompense ne s'élèvera que jusqu'à concurrence du capital. Telle est l'opinion de la Cour de Cassation ; elle est conforme à l'art. 1437 C. civ. qui parle des récompenses seulement pour le profit retiré des biens communs, elle repose enfin sur la tradition que Pothier exposait en disant : « La récompense n'est pas toujours de ce qu'il en a coûté à la communauté pour l'affaire particulière de l'un des conjoints ; elle n'est due que jusqu'à concurrence de ce qu'il a profité ».

(1) De Caqueray. Loc. cit. p. 202 De Folleville in Herbault, n° 257 bis.

(2) Pothier, Communauté, n° 613.

CONCLUSION

La stipulation pour autrui est une des matières du Code civil que la jurisprudence a le plus remaniées sans l'intervention du législateur « La prohibition que les auteurs du Code ont reproduite dans l'art. 1121 sans en vérifier la valeur et l'utilité est irrationnelle. Mais qui cela gêne-t-il ? L'interprétation est devenue plus libre ; la portée naturelle des exceptions admises par la loi a été reconnue et utilisée ; la jurisprudence a été poussée en avant par la force des choses et à l'heure qu'il est, sans réforme législative, nous avons à peu près l'équivalent d'une disposition qui serait juste le contraire de l'art. 1121 (1) ».

De plus en adaptant au contrat d'assurance sur la vie les règles de la stipulation pour autrui telles qu'elle les concevait, la jurisprudence a complètement créé la loi au sujet d'une institution que les auteurs du Code ignoraient ou, plus exactement, qu'il n'ont pas voulu réglementer, la tenant pour immorale : « Ces espèces de pacte sur la

[(1) Planiol. *Inutilité d'une Revision générale du Code Civil*, p. 7.

« vie ou la mort d'un homme sont odieux, disait Portalis, et ils peuvent n'être pas sans danger. » (1). Mais avec l'aide puissant et bienfaisant de la doctrine toujours prête à lui indiquer la meilleure voie à suivre ou à lui signaler les écarts commis, notre jurisprudence ne s'est pas trop mal acquittée de sa tâche et s'est montrée assez habile dans un rôle qui au fond n'était pas le sien.

L'œuvre n'a pas été faite en hâte comme certaines lois de nos jours, mais elle a eu le mérite d'être discutée et réfléchie ; si elle n'est pas encore complète il faut au moins louer les résultats obtenus. Le contrat d'assurance, considéré maintenant comme constituant au bénéficiaire désigné un droit propre qui échappe aux héritiers et aux créanciers du souscripteur, répond plus exactement au but de celui-ci et se prête mieux aux besoins de la pratique. Il satisfera plus complètement encore quand la jurisprudence se décidera à abandonner ses exigences relativement à la détermination des bénéficiaires, particulièrement pour les enfants nés ou à naître. Elle y arrivera. Sa marche se poursuit lentement : elle concède déjà plus libéralement l'avantage de l'art. 1121 C. civ. ; elle l'accorde au tiers désigné non plus seulement par avenant mais encore par endos (2) ou par transport-cession (3) ; elle l'appliquera un jour pour tous les modes de désignation. Il est impossible qu'elle ne finisse pas par

(1) Portalis. *Exposé des motifs du titre de la Vente*.

(2) Cass. 4 mai 1904 D-1905-1-165.

(3) Cass. 19 novembre 1907, D. 1908-1-129 avec note de Dapuich marquant l'évolution de la jurisprudence.

mettre tout à fait la stipulation pour autrui en dehors des règles des donations concernant l'existence du donataire.

Il est aussi à désirer qu'elle tienne davantage compte de la volonté du contractant quant au rapport des primes et quant aux récompenses et qu'elle en dispense sans hésiter le bénéficiaire lorsque cela semble conforme aux intentions du de cujus, lesquelles doivent entrer seules en considération et non par l'origine des fonds présumée d'après leur importance.

Pour voir aboutir les réformes nécessaires est-il indispensable que le législateur s'en mêle ?

Un assez grand nombre de pays étrangers sont pourvus de dispositions législatives touchant l'assurance sur la vie ; en sont-ils plus avancés que nous ? Rien n'est moins certain. (1)

Ils paraissent la plupart s'être préoccupés surtout des formes du contrat d'assurance, des conditions de validité, des cas de nullité, des réticences, du suicide, etc., tout ceci se retrouve à peu près toujours de même dans les conditions générales des polices françaises. Ceux qui règlent les droits des bénéficiaires, des héritiers et des créanciers du souscripteur, donnent des solutions conformes à celles admises en France sans loi. Ils reconnaissent un droit propre au bénéficiaire désigné au contrat sauf, en général, l'application du droit commun aux versements faits à la Compagnie.

(1) Belgique ; loi du 11 juin 1874 art. 43. Luxembourg, loi du 16 mai 1891 art. 43. Italie, Code com. art. 453. Espagne, Code com. art. 423. et 429. Portugal, Code com. art. 460. Angleterre, loi du 9 août 1870, art.

La France a eu d'ailleurs ses projets de loi, le dernier est déposé depuis six ans à la Chambre des Députés ; doit-on souhaiter qu'il reçoive les honneurs du vote ?... Nous n'en entreprendrons pas la critique. C'est un projet de loi sur le contrat d'assurance en général dont un titre est spécialement consacré à l'assurance sur la vie. Il renferme certainement des dispositions heureuses : le droit propre reconnu au bénéficiaire déterminé (art. 59) aux enfants nés ou à naître (art. 55) ; les règles du rapport, de la réduction et des récompenses écartées, non seulement du capital assuré, mais des primes « sauf si celles-ci ont été manifestement exagérées eu égard aux facultés du souscripteur » (art. 60 et 63). Ce dernier point serait cependant matière à chicane et il serait préférable qu'on s'en tint à l'intention du contractant, sauf pour la réduction où la volonté ne peut entraver le droit des réservataires pas plus que la modicité des libéralités si elles ont suffi à entamer la réserve.

Depuis longtemps des auteurs ont proclamé la nécessité d'une loi sur l'assurance sur la vie ; d'autres moins confiants dans le législateur moderne, ne lui demandent qu'une chose : « l'abstention » (1) Mais que ces derniers ne s'inquiètent pas ; le danger n'est pas imminent : le sujet est important, il porte sur une institution utile et bienfaisante entre toutes ; ceci n'est point fait pour cap-

(1) Wahl, *Loc. cit.* p. 79, n° 61.

tiver notre Parlement; et d'ailleurs, l'électeur lui-même verrait sans doute d'un œil sans convoitise ce plat de résistance affiché parmi les hors-d'œuvre variés et les desserts assortis des menus offerts par les candidats (1).

(1) Nous ne parlons ici que d'une loi possible sur le contrat d'assurance distincte d'une loi à l'étude sur le Monopole des assurances par l'Etat, (Rapport de M. Ferdinand Buisson annexé au procès-verbal de la séance à la Chambre des députés du 15 mai 1910).

Vu :

Le Président de la thèse,

ALBERT WAHL.

Vu : *le Doyen,*

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

De l'assurance sur la vie dans la succession

CHAPITRE PREMIER. *Quand il y a lieu à rapport.*

1) Il faut un bénéficiaire déterminé selon la jurisprudence..	
Appréciation.....	3
2) Il faut une libéralité.....	13
L'assurance sur la vie peut être souscrite à titre gratuit ou à titre onéreux ; présomption en faveur de la gratuité....	18

CHAPITRE SECOND. *Du Rapport du capital.*

Jurisprudence et doctrine antérieures à 1884..	23
Arrêts de 1884 et de 1888. Critique et explication de ces arrêts.	31
Arrêt de 1896 critiques faites à cet arrêt ; Réfutation des critiques.....	37
Il faut rapporter le montant de l'appauvrissement.....	43
Le capital n'est pas le montant de l'appauvrissement.....	49

CHAPITRE TROISIÈME. *Du rapport des primes.*

Différents systèmes sur le rapport des primes. Elles ne seraient pas rapportables quand elles sont prises sur les Revenus.	
Critique.....	56
Rapport de la dernière prime payée ; de la valeur et rachat.	
Critique.	66
Le rapport réel des primes.....	70
Le rapport fictif des primes (réduction).....	77
Montant des primes supérieures au capital	81
Appendice.....	85

DEUXIÈME PARTIE

*De l'assurance dans la Communauté*CHAPITRE PREMIER. *Quand il y a lieu à Récompense.*

Conditions nécessaires pour que la Communauté ait droit à récompense : Il faut qu'elle ait versé les primes et que le capital ne tombe pas en communauté..... 91

§ 1^{er} Assurance souscrite par un époux au profit d'un tiers autre que son conjoint..... 92

§ 2 Assurance souscrite par un époux au profit de l'autre..... 95

§ 3 Assurance souscrite par un époux à son profit personnel..... 105

Assurance souscrite par deux époux au profit du survivant..... 109

CHAPITRE SECOND. *Sur quoi portent les récompenses*..... 114

CONCLUSION..... 118

